

# ***l'Anti*capitaliste**

n°236 | 3 avril 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Gouvernement Valls-Medef,  
droite et F Haine**

**12 AVRIL**

**“Maintenant  
ça suffit !”**

REUTEURS / CHARLES PLATAU

## **Dossier**

**Mettre en échec  
le traité  
transatlantique**

**Pages 6 et 7**



**ÉDITO**  
**La Valls des chiffres**  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
**Hollande liquide la gauche**  
Page 3

**ACTU INTERNATIONALE**  
**Folie répressive en Égypte**  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
**Le 12 avril se prépare**  
Page 12





Par CÔME PIERRON

## La Valls des chiffres

**S'**il fallait une explication chiffrée à la débâcle que viennent de subir les socialistes, plusieurs indicateurs sont venus à point nommé rappeler ces derniers jours que la politique du gouvernement est entièrement tournée vers la satisfaction des intérêts patronaux.

L'augmentation du nombre de chômeurs en février, publiée entre les deux tours des élections municipales, a sonné le glas de la méthode Coué gouvernementale. 31 500 chômeurs supplémentaires ont été enregistrés soit un accroissement de 0,9% sur le mois précédent et de 4,9% en un an. À défaut d'inversion des chiffres du chômage, c'est l'aversion des couches populaires devant l'incapacité du gouvernement à apporter des solutions, c'est-à-dire à s'en prendre aux profits et à la liberté de licencier, qui s'est exprimée principalement dans l'abstention de l'électorat ouvrier. Pour parfaire le tableau, l'INSEE a publié ce lundi, au lendemain du deuxième tour et de la confirmation de la sanction du gouvernement Hollande-Ayrault, les chiffres de la dette publique pour 2013 (1 925 milliards, soit 93,5% du PIB, en progression de 84,3 milliards par rapport à 2012) et du déficit public (représentant 4,3% du PIB au lieu des 4,1% attendus).

Le pouvoir d'achat des ménages, quant à lui, a subi un deuxième trimestre consécutif de baisse (-0,2%), entraînant évidemment une diminution de la consommation.

Sourd aux exigences populaires, Hollande a choisi de remplacer Ayrault par Valls. Ce faisant, il indique clairement ses objectifs. C'est la fuite en avant destinée à imposer coûte que coûte la mise en œuvre des revendications du Medef et la diminution des déficits pour satisfaire aux impératifs des traités européens, c'est-à-dire de nouvelles coupes sombres dans les budgets publics pour financer les milliards de baisse de cotisations patronales et le rétablissement des profits.

Annonçant un « gouvernement de combat », n'en doutons pas contre les salariéEs et la majorité de la population, en version autoritaire sous la houlette de l'ex-« premier flic de France », ces décisions appellent une riposte d'ampleur, la construction enfin clairement assumée d'une opposition de gauche et des mobilisations dans la rue et dans les grèves. Gageons qu'un fort chiffre de manifestants le 12 avril annoncera l'inversion... du rapport de forces.

## BIEN DIT

*Le Conseil constitutionnel choisit le droit de propriété face au droit de travailler.*

Communiqué de la CGT du lundi 31 mars après la décision du Conseil constitutionnel de censurer une partie des dispositions (pourtant bien insuffisantes) de la loi Florange.

# À la Une

## Gouvernement Valls-Medef, droite et F Haine: «Maintenant ça suffit!»



Ça se bouscule sur le perron... DR

*Le second tour des élections municipales a amplifié les grandes lignes du premier tour: sanction du gouvernement, abstention record et poussée du FN. Mais, en nommant Valls comme Premier ministre, Hollande continue plus que jamais de gouverner pour le Medef!*

**C**ontrairement à ce qu'ont défendu pendant des mois le gouvernement et les candidats socialistes, ces élections municipales ont bien été un scrutin national, sanctionnant la politique menée depuis deux ans par le gouvernement. Ayrault l'a lui-même reconnu: «C'est une défaite pour le gouvernement. J'y prends toute ma part. Ces élections ont été marquées par la désaffection significative de celles et ceux qui nous ont fait confiance en mai et juin 2012.» Tu m'étonnes!

### Une raclée historique...

Dans l'ensemble des villes, le PS a été mis en difficulté, voire en échec total: Grenoble, Marseille, Montpellier, Toulouse, Lyon, en Bretagne également... 155 villes sont finalement passées de la gauche à la droite, le PS perdant même des bastions acquis depuis plus d'un siècle par les socialistes, comme Limoges. De plus, ces pertes de municipalités vont avoir des conséquences en

chaîne. Les socialistes ont d'ores et déjà perdu la direction de trois grandes communautés urbaines: Bordeaux, Lille et Marseille.

À travers ces résultats, c'est bien la politique menée depuis deux ans qui a été rejetée: l'ANI, le crédit d'impôt compétitivité entreprises, le Pacte de responsabilité, les 50 milliards de réduction de dépenses publiques. Une politique qui n'a de cesse de s'attaquer au monde du travail, en laissant faire les licenciements, en aggravant le chômage et la précarité, loin, très loin des promesses du candidat Hollande. Mais cette sanction du gouvernement est d'abord et avant tout la conséquence de l'abstention qui a principalement touché l'électorat de gauche: une abstention qui s'est amplifiée entre le premier et second tour pour arriver à un taux historique de 38,5%. Elle exprime l'immense fossé qui sépare le pouvoir des électeurs et marque le ras-le-bol populaire de cette gauche libérale. S'exprime

ainsi un dégoût des politiques et un certain désespoir: le légitime sentiment que voter ne permet pas de peser sur quoi que ce soit, et que quels que soient les partis qui la portent, la politique se fait toujours pour l'intérêt de quelques-uns, les plus riches. Toutes les affaires de ces dernières semaines, le climat de magouilles permanent, ont renforcé encore le choix de ne pas aller voter.

### ... Au profit de la droite et du FN

Il y a là une nouvelle manifestation d'une crise de la démocratie qui profite essentiellement au FN. En dénonçant l'UMP, forme moderne du « tous pourris », en se présentant comme un parti légitime quoique non institutionnel, le FN a leurré un certain nombre d'électeurs sur le fait qu'il incarnait la nouveauté. En faisant élire plus de 1 200 conseillers municipaux, en raflant une grosse dizaine de villes, le FN confirme une présence constante, résultat en partie d'un travail de terrain et démagogique. Ces élections sont

une nouvelle démonstration qu'il n'est pas possible de combattre durablement le FN sans combattre les politiques qui font son lit et nourrissent sa démagogie.

La droite est la première bénéficiaire de la défaite de la gauche en gagnant grâce à une mobilisation forte de son électorat. Nul doute que cette droite sort renforcée de ces élections malgré les affaires, et qu'elle va peser lourdement pour que le gouvernement de Valls accélère sa politique de sabotage des acquis sociaux et des cadeaux au patronat. Mais ces élections n'ont pas mis fin à la guerre des chefs, bien au contraire. La crise politique continue donc son œuvre aussi à droite.

### Un « gouvernement de combat »... À combattre!

Au lendemain de cette raclée électorale, Hollande a donc entendu les électeurs... de droite. En nommant Valls Premier ministre et en lui donnant comme feuille de route l'accélération de la politique menée depuis deux ans, Hollande tourne ainsi définitivement le dos à l'électorat de gauche.

En fin connaisseur, Raffarin, le vieux briscard de la droite, reconnaît lui-même que la nomination de Valls est un bon choix et que Hollande a « choisi la droite de la gauche plutôt que la gauche de la gauche, c'est une orientation qui ne peut pas déplaire aux gens de droite et du centre que je représente ». C'est encore eux qui en parle le mieux!

Face à cette situation, le NPA appelle à construire une alternative d'ampleur aux politiques de reculs sociaux et démocratiques que mènera ce gouvernement Valls. Ce combat ne sera gagné que par nos mobilisations. Pour cela, l'opposition de gauche au gouvernement PS-Medef doit avancer, et la gauche sociale et politique doit reprendre la rue. C'est cela que nous porterons, avec d'autres, dans la manifestation unitaire du 12 avril à Paris.

Sandra Demarcq

12 AVRIL

## Du rejet à la mobilisation



Manifestation samedi 29 mars à Paris à l'occasion de la fin de la trêve hivernale. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

*Les élections municipales donnent la réponse électorale au catastrophique bilan de près de deux ans de gouvernement Hollande-Ayrault. Et après avoir rempli les rues ces derniers mois, les idées réactionnaires de la droite et de l'extrême droite remplissent les urnes et envahissent les conseils municipaux.*

**A**vant ce résultat, une grande majorité des organisations syndicales, politiques, associatives, des « personnalités », se sont engagées dans la construction d'une riposte à un gouvernement qui alimente désillusions politiques et montée de l'extrême droite. Le soutien de la CFDT,

CFE-CGC et CFTC, syndicats d'accompagnement du social-libéralisme, l'acceptation du dialogue social par les autres directions syndicales, n'ont pas permis la construction d'une mobilisation à la hauteur des attaques patronales et gouvernementales. Malgré tout, les ripostes n'ont pas disparu. Dans les

# Un monde à changer

**CHANGEMENT CLIMATIQUE.** Le groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) avait publié en septembre dernier des données sur le réchauffement climatique. Dans un nouveau document publié le 31 mars, il en évalue les impacts. Ceux-ci sont multiples et diversifiés selon les régions du globe, mais l'impact négatif sera plus élevé dans les pays du Sud. Pour ce qui est de l'eau et des précipitations, les régions tropicales sèches verront une baisse du niveau des rivières et des nappes phréatiques (avec des conséquences sur la production agricole), tandis qu'au Nord, la modification des régimes des précipitations devrait augmenter le niveau des réserves en eau et la fréquence des inondations. Les expositions au risque de submersion vont progresser : les populations menacées passeraient de 271 millions d'individus en 2010 à 345 millions en 2050. L'Est, le Sud-ouest et le Sud de l'Asie concentreront les territoires les plus affectés par les inondations et l'érosion côtière. Avec le réchauffement, les espèces de poissons vont migrer

vers le Nord, d'où une augmentation du produit de la pêche dans ces régions tandis qu'il reculerait au Sud. Les rendements des principales cultures céréalières (blé, maïs, riz) devraient diminuer dans les régions tempérées et surtout dans les zones tropicales. Localement, cependant, le réchauffement pourrait se révéler bénéfique. Globalement, les prix agricoles vont monter et leur volatilité sur les marchés va s'accroître. Les vagues de chaleur, tempêtes, inondations et incendies, qui gagneront en intensité, feront toujours plus de victimes. Les régions pauvres du globe seront particulièrement exposées à la montée attendue des pathologies mortelles liées au réchauffement. Les risques liés au changement climatique peuvent être réduits en limitant sa vitesse et son ampleur, souligne le GIEC qui préconise aussi des mesures « d'adaptation » au réchauffement attendu. Mais tout cela nécessite une économie non fondée sur la recherche du profit maximum.

## PS ET GOUVERNEMENT **Hollande liquide la gauche**

*Le PS a subi une débâcle historique. L'abstention a été encore plus élevée qu'au 1<sup>er</sup> tour, preuve que les incantations gouvernementales à la mobilisation de la gauche n'ont pas convaincu. Et l'arrivée de Valls à Matignon marque symboliquement la prise de pouvoir de la gauche de droite...*

Les bons scores du FN constituaient la meilleure configuration pour le PS qui pouvait ainsi espérer sauver quelques municipalités. Force est de constater que front républicain et vote utile ne font plus recette. Le brouillage des repères politiques entraîné par la politique d'austérité de Hollande, la radicalisation de la droite sous le quinquennat de Sarkozy et les velléités du FN à se présenter comme un parti comme les autres, ont sonné le glas de la mobilisation du « peuple de gauche ». Durant la campagne, le PS a pourtant tout fait pour faire du scrutin un enjeu local et non national ; les socialistes se targuaient même de pouvoir prendre la ville de Marseille... Or, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Après deux ans de présidence de Hollande, le PS qui tenait 55% des villes de plus de 9000 habitants n'en conserve que 38%. Il perd 10 villes de plus de 100 000 habitants et pas des moindres, à l'image de Toulouse ou Saint-Étienne gagnées sur l'UMP en 2008. Des bastions historiques passent à droite, comme Limoges, Nevers, Tours ou Quimper. Si les socialistes l'emportent haut la main à Paris, ils conservent Lyon de justesse (50,65%) et gardent Strasbourg sans

doute grâce à la mobilisation contre le FN. Et Montpellier voit la victoire d'un dissident du PS. Cette cuisante défaite marque la fin du « socialisme municipal » dont Hollande lui-même avait été la cheville ouvrière lorsqu'il était premier secrétaire du PS de 1999 à 2008. Il avait alors permis aux socialistes de se constituer des potentats locaux sur tout le territoire alors même qu'ils étaient dans l'opposition. Ainsi, le président Hollande défait lui-même son propre héritage et voue son parti aux gémonies : perte annoncée de beaucoup de communautés de communes, élections régionales de 2015 à haut risque, avec par effet de dominos la perte du Sénat...

**Premier ministre « austéritaire »** Malgré les agitations de la gauche du PS dans l'entre-deux-tours et les déclarations de François Hollande sur le « message des Français » et les promesses de « justice sociale », rien ne laisse augurer, en particulier dans le discours de Hollande lundi soir, du moindre changement de cap politique. Au contraire, le choix de Manuel Valls comme Premier ministre apparaît comme un mauvais présage. Loin de tenir compte des rapports

internes au PS et des réticences de EÉLV, le Président nomme celui qui est connu pour incarner l'aile droite du PS. Libéral affirmé en matière économique, Manuel Valls a incarné, comme ministre de l'Intérieur, les pires renoncements des socialistes sur les questions de sécurité et d'immigration. Ses propos lors des émeutes d'Amiens, lors de l'expulsion de la

jeune Leonarda, ses déclarations racistes à propos des Roms, sa politique envers les sans-papiers, en ont fait un personnage sulfureux, digne du personnel politique de Sarkozy. Avec un tel Premier ministre à la tête d'un « gouvernement de combat », loin de s'adresser à la gauche, Hollande achève sa mue politique. **Camille Joue**



entreprises qui licencient, dans le commerce, la santé, le nettoyage, à la SNCF, à La Poste, à Notre-Dame-des-Landes, ou pour le droit au séjour, au logement... Mais avec des luttes trop souvent isolées, les succès restent ponctuels, partiels.

### Ras-le-bol unitaire

En écho au « *Y'en a marre* » des sans-papiers, au « *Re'zo re* » (« trop c'est trop » breton), au « *ya Basta* » d'une large partie du mouvement social, la marche du 12 avril exprime d'abord un ras-le-bol largement partagé face au gouvernement PS-Medef et contre la montée de l'extrême droite. Initié unitairement par le NPA, la construction de cette mobilisation concentre les difficultés de la situation et des ripostes à construire. Le

PCF avait envisagé de faire de cette date une initiative à dimension européenne de lancement de la campagne du Parti de la gauche européenne, avec la participation d'Alexis Tsipras de Syriza, et multiple déclarations et petites manœuvres tendant à chapeauter la marche. Le reste du Front de gauche, notamment le Parti de gauche, tente de contrebalancer ces manœuvres en mobilisant réseaux syndicaux et associatifs.

La persistance, voire le développement de méfiances vis-à-vis du politique, des politiques, suscite résistances et hésitations tant du côté des organisations syndicales que du mouvement associatif. Le refus de la direction confédérale d'engager l'ensemble de la CGT fait hésiter des équipes syndicales pourtant localement

partie prenante d'initiatives semblables, même si la signature de Georges Séguy ou de Bernard Thibaut soulignent les contradictions et débats qui traversent les rangs de la confédération. Ces hésitations sont perceptibles du côté de Solidaires ou d'associations comme RESF, Attac ou la Ligue des droits de l'homme. Alternative libertaire est signataire de l'appel, tout en étant vigilante sur les risques de confiscation politique, et Lutte ouvrière s'engageant, à cette heure, dans un soutien sans signature de l'appel. Cependant, malgré ces difficultés, les contradictions d'une situation faite de colère et de découragement, la mobilisation se construit. De nombreuses structures syndicales CGT, Solidaires, associations, s'engagent localement

et nationalement dans sa construction. Réunions unitaires, collectifs locaux, structures syndicales... de nombreuses initiatives engagent la popularisation, la mobilisation.

### S'opposer clairement

Mais, au-delà de l'ampleur de la marche, l'autre enjeu est celui du contenu de la mobilisation. Il est indispensable de faire apparaître la nécessité d'un affrontement avec ce gouvernement et le patronat, mais aussi la nécessité de partir des entreprises, des quartiers, par des grèves, des manifestations de rue. Dire aussi que le 12 avril ne doit être qu'un début de mobilisation autour de revendications dont la satisfaction commencerait à modifier vraiment nos conditions de vie et de

travail, à redonner l'envie et l'espoir d'un changement radical de société. Rejet du pacte de responsabilité ; égalité des droits pour toutes et tous ; régularisation de tous les sans-papiers ; défense du service public dans la santé, dans l'éducation ; égalité hommes/femmes ; alternative au productivisme et arrêt du nucléaire ; interdiction des licenciements ; réduction du temps de travail avec un seul contrat de travail, le CDI ; arrêt et annulation de la répression des mouvements sociaux. C'est le sens de la construction dans la marche d'un pôle anticapitaliste, antifasciste et autogestionnaire, pour afficher ce rejet clair du gouvernement et donner un coup d'arrêt à la progression de la droite et l'extrême droite. **Robert Pelletier**

## Le chiffre

# 600 milliards de dollars

C'est, selon le FMI, le montant global des subventions accordées aux géants bancaires jugés « trop importants pour faire faillite », dont 300 milliards de dollars rien que dans la zone euro... Ces montants correspondent aux avantages que ces banques tirent de la façon dont leur État leur viendra en aide en cas de difficulté afin de sauvegarder la stabilité de l'ensemble du système financier... Ainsi, elles peuvent emprunter à des taux plus faibles et moins rémunérer leurs déposants.



## Agenda

**Mardi 8 avril, société Louise-Michel, Paris.** La vraie histoire de la Première Internationale, avec Michel Cordillot, professeur émérite de civilisation américaine à l'université Paris VIII, à 19 heures au Lieu-dit, 6 rue Sorbier (Métro Ménilmontant ou Gambetta).

**Samedi 12 avril, manifestation unitaire, Paris.** Marche contre l'austérité, pour le partage des richesses, à 14 h place de la République.

**24-27 août, 6<sup>e</sup> Université d'été du NPA, Port Leucate.** Accueil à partir du samedi 23 août à 14 h, et départ le jeudi 28 août après le petit déjeuner.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Nous allons de l'avant avec un grand optimisme et une grande force.*

ANTONIS SAMARAS, Premier ministre grec, le lundi 31 mars, après le vote d'une loi exigée par la Troïka prévoyant notamment des dispositions sur la mise en disponibilité de fonctionnaires, la fin du prix unique du livre, l'élargissement du travail le dimanche, le changement de la définition du lait frais pour permettre l'augmentation des importations étrangères, etc.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DROITE

## Au secours, ils reviennent!



De bonnes têtes de vainqueurs... DR

On s'attendait aux trahisons du PS mais on avait sous-estimé leur ampleur. On s'attendait à une défaite du PS aux élections municipales, mais pas de cette envergure. Il s'agit en effet d'un véritable effondrement au profit de l'abstention, du Front national et surtout de la droite.

Les chiffres sont saisissants. Plus de 155 villes de plus de 9000 habitants sont passées à droite, avec parmi elles des communes aussi significatives que Toulouse, Reims, Quimper ou Bobigny. Divisée par la multiplication des scandales et des accusations de détournements financiers, la droite était ravagée par des luttes de clans entre Sarkozy, Fillon, Copé ou Juppé. Mais malgré cela, elle a réussi à capitaliser en partie le ras-le-bol contre la politique de Hollande. Si celui-ci se manifeste en grande partie par l'abstention ou le vote Front national, il profite aussi à la droite institutionnelle. C'est le principe de « l'alternance » que l'on connaît bien : on vote contre le gouvernement en place, pour l'alternative la plus crédible sur le plan électoral et c'est d'ailleurs ainsi que la gauche avait gagné contre Sarkozy lors de la présidentielle en 2012. Mais c'est aussi ainsi que se trouve élu à Corbeil-Essonnes, avec 56% des voix, le bras droit de Dassault, Jean-Pierre Bechter...

### Tout un programme... de droite ou de « gauche » ?

Dans les belles promesses de la droite, tout est mélangé : la baisse des impôts, la lutte contre l'austérité, la sécurité – avec plus de flics, de commissariats et de vidéo-surveillance –, l'aide aux familles et aux entreprises... Elle arrive presque à faire oublier ce qu'elle a fait au pouvoir pendant 10 ans, et laisse entendre qu'elle ferait de toute façon mieux que l'actuel gouvernement... « Il faut tracer un autre chemin politique », ose promettre Jean-François Copé alors que, sur le fond, PS et UMP ont, à quelques nuances près, la même politique : une orientation bien résumée par le Pacte de responsabilité. Dès lors, on assiste à un faux débat de fous : « pourquoi ne l'avez-vous pas fait quand vous étiez au gouvernement ? » version PS, ou « vous n'osez pas aller jusqu'au bout à cause de vos alliances avec la gauche de la gauche... » version UMP. Mais tous attendent le remaniement : soit au PS comme une nouvelle étape vers un renouveau mais qui continuera l'ancienne politique, soit à droite comme un aveu d'échec qui entraînera plus de discussions et d'accords avec l'actuelle opposition de droite. C'est ce que propose Copé qui souhaite explicitement que EÉLV quitte enfin le gouvernement. Dès lors, comment s'étonner du discrédit des « politiques », quand on voit les nombreuses affaires, quand on sait que Cahuzac était au PS et Bettencourt proche de l'UMP ? La vraie droite ne vaut rien, pas plus que la fausse gauche. Restent la vraie gauche anticapitaliste et les mobilisations de masse, comme celle du 12 avril qui apportera enfin un peu d'oxygène et des raisons de rien lâcher, d'espérer.

Georges Villetain

FRONT DE GAUCHE

# La crise rebondit

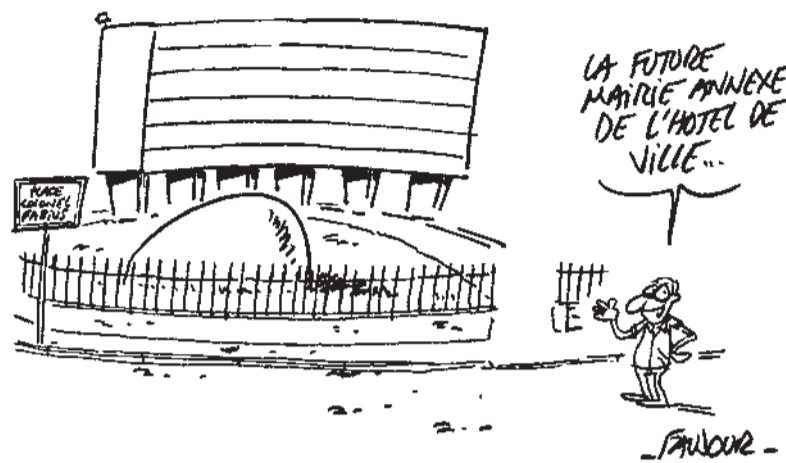
Ces élections municipales ont marqué une nouvelle étape dans la crise qui mine le Front de gauche depuis plusieurs mois. Sur fond de reculs électoraux et de perte de villes, la question du rapport au PS travaille plus que jamais une coalition avant tout électorale.

Une fois de plus, Mélenchon a tempêté, en particulier au lendemain du premier tour, contre les médias et les commentateurs politiques. En jeu, les résultats électoraux du Front de gauche, présenté par le PG et le PCF comme une véritable percée, supérieur même à ceux du Front national. Vraiment ?

### Le verre à moitié vide

Dans cette curieuse polémique, le journal *le Monde* s'est invité et apporte quelques éclaircissements au lendemain du premier tour. Comptabilisant 618 listes dans des villes de plus de 1000 habitants, que ce soit sous l'appellation PCF, PG ou globalement Front de gauche, ces listes ont réalisé 10,71%. Une moyenne pas si mauvaise, mais qui cache des disparités importantes selon le profil des listes. Ainsi, alors que les listes du Front de gauche ont obtenu 9,32% des suffrages, et celle du Parti de gauche 6,04%, le PCF obtient en moyenne 24,97% des suffrages dans les 160 villes de plus de 1000 habitants où il se présentait. La preuve que les bastions électoraux du PCF sont encore la grande force électorale du Front de gauche.

Mais elles sont aussi sa faiblesse. Le Front de gauche, la quasi-totalité par le PCF, dirigeait 28 villes de plus de 30000 habitants... et seulement 21 à l'issue de ces élections. *L'Humanité* peut fanfaronner et mettre en avant ses prises de guerre, Aubervilliers, Montreuil ou Thiers. Tout cela n'efface pas les nombreuses pertes



un peu partout en France. Le PCF perd 30% de ses mairies de plus de 3500 habitants et, de ce point de vue, un département emblématique du « communisme municipal », la Seine-Saint-Denis, apparaît comme une zone sinistrée (perte de la préfecture Bobigny, Le Blanc-Mesnil – la ville de Buffet –, Saint-Ouen...). Roger Martelli, historien du PCF, parle même de « l'autre Bérézina » de ces élections...

### Combien de divisions ?

Au niveau politique, la bombe à retardement que constituait la participation dès le premier tour du PCF aux listes d'union de la gauche, en particulier à Paris (première ville du pays) et Toulouse (quatrième), n'a pas manqué d'exploser. Après des campagnes tendues où les militantEs du Front de gauche étaient sur des listes concurrentes,

la recherche de fusions techniques à l'initiative des listes du « Front de gauche maintenu » au soir du premier tour s'est heurté à un refus catégorique des dirigeants socialistes. Cerise sur le gâteau, le PCF en a visiblement rajouté dans la surenchère, certainement soucieux de laisser le moins de place possible à leurs partenaires venus du Front de gauche. Des places si chèrement acquises...

En tout cas, deux éléments de bilan sont à tirer de ce « petit meurtre entre amis »... Le rapport au Parti socialiste, les accords passés avec lui ouvrant la voie à une gestion commune dans les exécutifs, restent bien des questions centrales. De plus, dans l'entre-deux-tours, le Front de gauche a pu faire l'expérience (en le refusant comme à Paris, ou en l'acceptant dans bien d'autres villes) que pour le Parti socialiste, il n'y a

pas de fusion technique sans fusion politique, pas de liste commune au second tour sans engagement à participer à une future majorité et à voter le budget, donc pas de fusion possible pour le second tour sans renier ce que l'on a défendu au premier.

### Vert sur Rouge, rien ne bouge...

Et maintenant ? Les plaies sont encore à vif au sein du Front de gauche. La stratégie (les stratégies ?) est clairement en panne, et certains cherchent des solutions, voire de nouveaux partenaires. Confirmant une tendance de fond depuis maintenant plusieurs mois, le Parti de gauche drague lourdement EÉLV qui n'en demandait pas tant... S'appuyant sur la victoire à Grenoble de la liste portée par EÉLV (beaucoup) et le PG (un peu), Éric Coquerel écrit ce dimanche 30 mars : « Ce succès (...) est historique : il démontre qu'ensemble nous pouvons réellement être majoritaire à gauche. (...) Nous pouvons bâtir une majorité alternative dans l'année à venir et les échéances politiques que sont les européennes puis cantonales et régionales. Le Front de gauche doit en être le levier et Europe écologie les Verts, s'il accroît sa contestation de la politique gouvernementale, son premier allié. »

Construire l'opposition de gauche avec un parti de la gauche gouvernementale, même sur le départ ? Entre raccourci électoral, stratégie institutionnelle et contestation sociale et politique, il va bien falloir choisir. **Manu Bichindaritz**

FRONT NATIONAL

## Bleu marine, le poison municipal

Vue de l'extrême droite, la récolte 2014 est très riche. Son principal parti, le FN, vient ainsi de prendre le contrôle d'une dizaine de mairies. Après avoir conquis celle d'Hénin-Beaumont dès le premier tour des municipales (50,26%), le parti a ajouté une série d'autres victoires électorales au second.

En région parisienne, dans le 78, le FN a ainsi pris la mairie de Mantes-la-Ville (30,26%), à l'issue d'une quadrangulaire, la gauche social-démocrate étant divisée en deux grands blocs : l'un conduit par le PS « officiel », l'autre par l'ancienne maire ex-socialiste Annette Peulvast-Bergeal (qui avait été violemment agressée par Jean-Marie Le Pen le 30 mai 1997, des images restées tristement célèbres). Et en Picardie, le FN a pu prendre la mairie de Villers-Cotterêts (41,5%). Le futur maire Franck Briffaut milite depuis 1977 au FN, c'est-à-dire depuis la période où le FN était encore un groupuscule avec des courants ouvertement néonazis.

Mais certains des futurs maires ont été gagnés plus tardivement à l'extrême droite. C'est le cas de Fabien Engelmann (34 ans), élu maire à Hayange en Lorraine, ancien militant d'extrême gauche et exclu en 2011 de la CGT. C'est aussi le cas de Robert Ménard, ancien militant LCR dans les années

1970, puis fondateur de « Reporters sans frontières », élu maire de Béziers au second tour (47%), sans avoir sa carte au FN, mais avec son soutien... Le Sud et le Sud-Est de la France comportent plusieurs mairies désormais dirigées par le FN : Fréjus et ses 52000 habitants (45,6% pour David Rachline, 26 ans), Cogolin sur la Côte d'Azur (53,1%), Beaucaire dans le Gard, Le Pontet – à proximité d'Avignon – ou encore Le Luc dans le Var. Le FN a aussi conquis la mairie du septième secteur de Marseille, et totalisé une moyenne de 27,2% au second tour à l'échelle de la ville toute entière. La réalité sociale des villes concernées est assez différente, comme l'est la composition de l'électorat du FN en général. Souvent plus prospère dans le Midi (par exemple dans le Var), sa situation est davantage marquée par la crise sociale dans le Nord et l'Est de la France. Dans le Midi, un autre parti d'extrême droite, la Ligue du Sud de Jacques Bompard, détient trois mairies.



Hénin-Beaumont taggé. DR

### L'union remise à plus tard...

Les listes d'union entre droite et extrême droite étaient peu nombreuses. Alors que l'UMP s'est idéologiquement radicalisée depuis 2007 et encore plus depuis 2012, cela n'a pas conduit à un nombre important d'alliances locales, contrairement à ce qui était attendu d'ailleurs. Au final, il n'y a eu que deux listes d'alliance droite-extrême droite : à l'Hôpital, une petite commune dans la Moselle, et à Villeneuve-Saint-Georges (94). Cette dernière, conduite par Philippe Gaudin, a cependant été battue au second tour... de justesse, avec 49,8% des voix contre 50,2% pour la maire sortante Sylvia Altman (PCF). La liste avait été désavouée par les directions nationales de l'UMP et de l'UDI. Alors que le terrain idéologique était préparé à droite, cette quasi-absence

d'alliances peut s'expliquer tout d'abord par les forts scores de l'UMP et de l'UDI au premier tour. La droite conservatrice et libérale n'avait ainsi pas besoin de nouer des alliances qui auraient un coût politique certain, plus élevé que le bénéfice électoral à en attendre. Deuxièmement, le FN n'était pas très demandeur, lui non plus, de sceller des alliances. Comme il entend devenir la première force politique aux européennes de fin mai, il serait apparu contradictoire qu'il s'allie localement avec des bribes de l'UMP... pour attaquer « l'UMPS » dans les semaines qui viennent !

Quoi qu'il en soit, qu'ils soient seuls ou accompagnés, la progression de ces ennemis mortels de la gauche sociale et politique est réelle. **Bertold du Ryon**

La décision était en fait déjà prise avant même l'ouverture du procès. Les avocats n'ont eu que 24 heures pour préparer la défense, et ils ont même été finalement empêchés d'assister à l'audience. Le jugement a été prononcé sans qu'aucun prévenu ait été interrogé, aucun témoin appelé à déposer et aucune preuve à charge présentée.

### Un simulacre de justice

Cette sentence intervient quelques jours après que deux des trois policiers, qui ont tué délibérément 37 prisonniers le 18 août 2013, aient été condamnés à seulement un an d'emprisonnement avec sursis. Le troisième étant le seul policier à avoir écopé d'une peine de prison ferme depuis la destitution du président islamiste Morsi le 3 juillet. Les 529 condamnés à mort sont des membres déclarés ou présumés des Frères musulmans. Ils sont accusés d'avoir participé à la prise d'un poste de police et du meurtre d'un officier après la dispersion d'un rassemblement au cours de laquelle la police avait causé environ 400 morts, le 14 août dernier. Quels que soient les faits qui leur sont reprochés, quels que soient les crimes commis par les Frères musulmans, notamment pendant les 12 mois où ils ont été au pouvoir, rien ne saurait justifier une telle sentence. Et cela d'autant plus que s'est ouvert le 25 mars le « procès » de 683 autres personnes.

### Un climat de répression généralisée

Les islamistes ne sont pas les seuls à être réprimés, jetés en prison et torturés. La répression touche également des centaines de révolutionnaires, et notamment des jeunes dont le seul crime est d'avoir participé à des manifestations pacifiques. L'objectif des militaires n'est en effet pas seulement de

# ÉGYPTE Folie répressive

Lundi 24 mars, 529 personnes ont été condamnées à mort. Il s'agit de la plus importante condamnation à la peine capitale de l'histoire de l'Égypte, et peut-être du monde.

AL SISSI NOUVEAU PHARAON



détruire la Confrérie islamiste. Il est également de faire taire et de dissuader toute contestation avant les prochaines élections présidentielles à l'issue desquelles Sissi se voit imposer.

Avec ces condamnations et cette répression barbares, Sissi et l'armée ont clairement l'objectif de geler d'effroi la société égyptienne. Ils veulent mettre définitivement un terme au processus révolutionnaire ouvert avec la chute de Moubarak. Il leur faut stabiliser la situation en faveur de l'ordre, de leurs intérêts économiques, de leur appareil d'État. Mais y réussiront-ils alors que le régime doit faire face à une situation sociale particulièrement tendue ?

### Une vague persistante de grèves

Depuis deux mois, de multiples grèves éclatent dans un grand nombre de secteurs. L'obtention d'un salaire minimum en est la principale revendication. S'y ajoute souvent la demande de renationalisation d'entreprises privatisées ou le départ de dirigeants en place. Ces luttes s'assoient sur les lois répressives qui interdisent grèves et manif, et montrent que le pouvoir n'est pas si fort que ça, ouvrant des espaces de liberté. Ainsi, après plusieurs semaines de grèves locales, la poste égyptienne est partie en grève générale reconductible le 23 mars, à environ 80 %.

Face à ce refus massif de la politique économique et sociale du pouvoir, celui-ci manie la carotte et le bâton afin d'empêcher que les luttes se coordonnent !.

### Quelle alternative politique ?

Ceux qui, comme les Socialistes révolutionnaires s'opposaient à la fois au régime militaire et à l'ancien régime islamiste, se sont retrouvés isolés et persécutés. Une grande partie de la population justifiait en effet la répression envers les Frères musulmans. Il en allait de même de la plupart des libéraux, démocrates, nassériens ainsi qu'une partie de la gauche. Si le libéral El Baradei a démissionné de son poste de vice-président de la République au lendemain des massacres du 14 août 2013, le nassérien et ancien syndicaliste indépendant Kamal Abou Aïta y a participé jusqu'au 24 février. Un nombre croissant d'Égyptiens s'expriment maintenant publiquement contre la politique du pouvoir. Le candidat nassérien à la présidentielle Hamdeen Sabbahi ose rendre Sissi responsable – au moins en partie – de tout ce qui ne va pas en Égypte, ce qui aurait été impensable il y a quelques mois et lui aurait valu une condamnation sévère. Reste à savoir si les forces de gauche parviendront à clarifier leurs positions, s'insérer dans les luttes en cours, et proposer une alternative politique crédible à la population.

**Dominique Lerouge**

1 – Voir à ce sujet : <http://alencontre.org/moyenorient/egypte/egypte-le-mouvement-de-graves-continue-et-change-peu-a-peu-lambiance-politique-du-pays.html>

## ARGENTINE 38 ans après le coup d'État militaire, la lutte continue



Plaza de Mayo le 24 mars. CLARA LIZ

Au début de l'année 1976, la bourgeoisie argentine, alliée et serviteur des pays impérialistes, ne parvenait plus à contenir les luttes du mouvement ouvrier et populaire. Celui-ci refusait l'ouverture du pays au néolibéralisme, l'application des plans d'austérité et l'érosion du pouvoir d'achat au profit des actionnaires. Le 24 mars, elle a eu recours à un coup d'État militaire.

Celui-ci s'est fait avec l'approbation de l'impérialisme US et le soutien « logistique » de l'impérialisme français, qui avait trouvé un nouvel emploi aux tordionnaires mis au chômage après la guerre d'Algérie. Le résultat de leurs méthodes de répression a été des dizaines de milliers de détenus politiques et de personnes poussées à l'exil, la misère et la barbarie déclenchées contre la population, et 30 000 militantEs de gauche, dirigeants syndicaux et étudiantEs, torturés puis disparus (un euphémisme pour dire qu'ils ont été assassinés). La dictature est tombée en 1982, mais les conséquences de ce massacre se sont fait sentir dans les luttes qui ont suivi. Toute une génération de militantEs syndicaux et politiques a fait défaut à la tête des combats contre l'ouverture néolibérale des années 1980 et 90. Les générations suivantes ont dû apprendre presque de zéro ce qu'était un syndicat ou une grève, bref la lutte de classes. Cela a pris du temps mais elles y sont finalement très bien parvenues, comme en témoigne la lutte des enseignantEs de la province de Buenos Aires (presque 40 % de la population du pays) qui, en grève reconductible depuis un mois, viennent d'arracher une augmentation des salaires de plus de 30 %.

### Une journée pour revendiquer

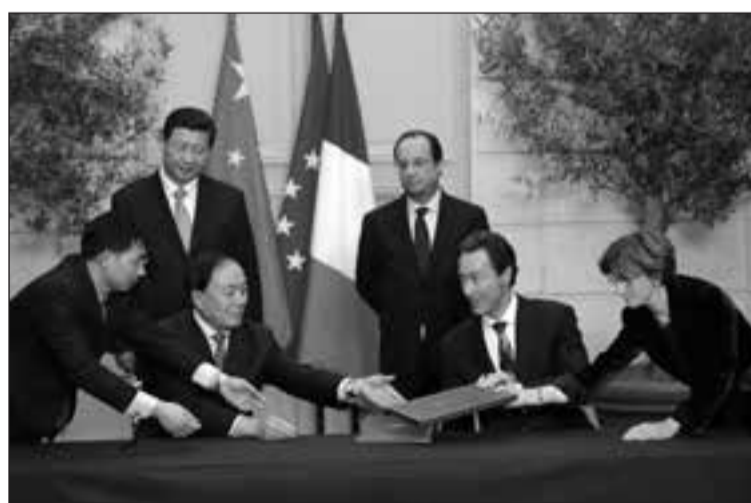
Le 24 mars dernier, le mouvement des droits de l'homme a manifesté de façon divisée. Les organisations liées au gouvernement de Cristina Kirchner ont fait de la commémoration une journée de deuil. À l'inverse, un secteur des Mères de la Place de Mai et toute la gauche (principalement trotskiste) ont repris les traditions de lutte du mouvement : nos disparuEs n'étaient pas des victimes, ils étaient des jeunes femmes et hommes qui se sont battus pour la révolution en pleine conscience des dangers.

Pour ces secteurs, associés dans le « Rassemblement Mémoire, vérité et justice », ce 24 mars a été une journée de revendication de la lutte des disparus. Aux exigences de justice, ils ont ajouté celle de la démission du commandant en chef des Forces armées, tordionnaire connu sous la dictature, ainsi que celle de la libération et de l'acquittement des travailleurs du pétrole de Las Heras, injustement condamnés à la prison à vie. Le NPA était présent ce jour-là devant l'ambassade d'Argentine à Paris, pour soutenir les exigences de la manifestation de Buenos Aires et remettre une copie de leur déclaration. Assez d'impunité ! Ni austérité ni répression ! Emprisonnement de tous les assassins ! Acquittement des travailleurs de Las Heras ! Libération de tous les prisonniers politiques et sociaux !

**Virginia de la Siega**

## CHINE Derrière les fastes de Versailles, les petits pas franco-chinois

Xi Jinping, président chinois, est arrivé en France le 25 mars pour une visite de trois jours se concluant par une fastueuse réception à Versailles. Il inaugurerait un tour européen incluant l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. L'étape française marquait le cinquantenaire des relations diplomatiques entre la France et la République populaire, mais c'est bien l'économie qui constituait le plat de résistance des entretiens.



Des contrats signés sous les regards attendris de Xi Jinping et Hollande. DR

En 1964, la France avait été le premier État occidental à reconnaître diplomatiquement la République populaire. L'initiative de De Gaulle lui avait permis de se replacer dans le jeu géopolitique asiatique et de forcer, de concert avec Pékin, l'entrée du club alors très fermé des puissances nucléaires. Paris n'a cependant pas réussi à transformer l'essai sur le plan économique.

La France est certes présente en Chine dans le domaine de l'aviation avec l'Airbus franco-allemand et Eurocopter ou Alcatel dans le secteur spatial, les trains à grande vitesse (Alstom), ou l'énergie nucléaire (Areva, Alstom, EDF), l'automobile (Michelin, PSA...), l'environnement

(Suez Environnement, Veolia), la construction (Lafarge), la grande distribution (Carrefour). Mais en Europe, elle reste à la traîne de l'Allemagne et ses machines-outils. Quant aux échanges commerciaux avec le géant asiatique, ils accusent un déficit abyssal de 26 milliards d'euros (soit près de 40 % du déficit commercial français total).

L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne se disputent les faveurs des investisseurs asiatiques. Ainsi, une soixantaine de domaines viticoles ont été achetés par de riches Chinois – dans le bordelais surtout –, mais que restera-t-il demain de cet engouement passager ? Que pèsent véritablement le vin et le luxe français ? Que permettra l'entrée de Dongfeng dans le capital de PSA ?

### Les limites de la politique du stylo

L'Élysée annonce la signature de grands contrats pour 18 milliards d'euros, mais il s'agit avant tout de « l'officialisation » d'accords déjà négociés dans l'automobile (PSA-Dongfeng) ou l'aéronautique avec l'européen Airbus : une commande de 43 appareils moyen-courriers A320 et 27 long-courriers A330. L'achat des long-courriers avait été gelé par Pékin en représailles au projet européen de taxer les émissions de CO<sub>2</sub> des compagnies étrangères. Airbus a en outre annoncé l'extension pour dix ans de son entreprise commune avec Aviation Industry Corporation of China (AVIC) pour assembler les avions de la famille A320 dans l'usine de Tianjin. L'Européen Airbus Helicopters et l'entreprise

chinoise Avicopter ont annoncé un accord portant sur la production conjointe de 1 000 hélicoptères civils EC175/AC352.

Impossible, en revanche, de conclure le projet d'usine de retraitement des combustibles nucléaires usés présenté par Areva : les négociations se poursuivront... La construction de deux nouveaux réacteurs EPR à Taishan n'a pas été évoquée. Total a signé avec le pétrolier CNOOC un accord prolongeant jusqu'en 2019 la livraison de gaz naturel liquéfié (GNL) au groupe public chinois...

Pas de quoi pavoiser du côté français. Le rêve chinois de François Hollande reste pour l'heure un rêve : son salut ne viendra pas de Pékin.

**Pierre Rousset**

# Les enjeux de la négociation

Celle-ci porte sur les droits de douanes mais, aussi et surtout, sur les normes...

Les droits de douane portant sur les produits industriels sont en moyenne faibles même si des disparités sectorielles existent : les droits pesant sur le matériel de transport (dont l'automobile) sont en moyenne plus élevés en Europe qu'aux USA. Pour ce qui est de l'agriculture, les droits de douane européens sont bien supérieurs pour la viande, les produits laitiers, la minoterie, les sucres et sucreries. Et on sait que le dossier agricole n'est pas purement économique, mais social et environnemental. Mais l'enjeu essentiel de l'accord transatlantique concerne les normes. Ces normes sont juridiques, culturelles, financières, environnementales, sanitaires... En schématisant, on peut dire qu'elles fixent les caractéristiques des produits et les conditions de leur mise en vente. Elles correspondent d'une certaine façon à des choix de modes de vie. Il ne s'agit pas de les idéaliser car les lobbys patronaux ont toujours pesé dans leur définition. Elles sont essentielles car, même avec des droits de douane abaissés, il n'y a aucune possibilité de créer un « grand marché intérieur » entre les États-Unis et l'UE sans que ces normes soient standardisées.

## Derrière les normes...

Elles concernent de nombreux domaines. Quelques exemples :  
 – Pour ce qui est de l'alimentation, le bœuf aux hormones, les poulets lavés avec des solutions chlorées sont autorisés aux États-Unis mais interdits en Europe. Qui s'alignera sur l'autre ? Et même s'il y a « compromis », pourquoi reculer sur la qualité, les risques pour la santé ? Par ailleurs, les USA ne connaissent pas les « indications géographiques protégées ». Ils considèrent les appellations « bourgogne » ou « champagne » comme des noms génériques dont l'usage commercial doit être libre... Bonjour, la traçabilité des produits.  
 – Les organismes génétiquement modifiés. Aux États-Unis, la liste des OGM autorisés à la culture, à l'élevage et à la consommation animale et humaine est beaucoup plus large que dans l'Union européenne. Il existe des risques importants d'affaiblissement des procédures d'autorisation des OGM importés en Europe. Ces risques pèsent également sur les variétés autorisées à la culture sur le sol européen et sur les interdictions pures et simples des cultures d'OGM émises par certains États membres, dont la France. Tous ces risques sont d'autant plus importants que les industries de biotechnologie américaines en ont fait clairement leur objectif dans les négociations. Enfin, les lobbys industriels comptent affaiblir l'obligation européenne d'étiqueter tout produit OGM (mais également annihiler les progrès réalisés localement en la matière aux USA).  
 – Les services publics sont directement visés : « l'accord concernera les

monopoles publics, les entreprises publiques et les entreprises à droits spécifiques ou exclusifs ». L'accord vise ainsi « l'ouverture des marchés publics à tous les niveaux administratifs, national, régional et local ». Et il devra lutter contre l'impact négatif de barrières comme les « critères de localisation ». Impossible de promouvoir par exemple les circuits courts dans la fourniture des collectivités locales. L'enseignement et la santé ? Ce sont de grands marchés à étendre, dans un contexte dominé aux États-Unis par la puissance des hôpitaux et de l'enseignement privés à but lucratif.  
 – Assurances et mutuelles. La confrontation et la concurrence agressive avec le secteur des assurances des États-Unis seraient périlleuses pour les mutuelles et les contrats où la tarification ne dépend pas de l'état de santé.  
 – L'environnement. Qu'en sera-t-il de l'avenir des réglementations plus ou moins restrictives selon les pays européens sur l'extraction de gaz de schiste, autorisée aux États-Unis ? Même question à propos des normes plus contraignantes en Europe en matière de limitation de la production automobile.  
 – Les finances et investissement. La mise en place de réglementations européennes spécifiques pour encadrer la finance sera encore plus difficile alors que, jour après jour, des scandales illustrent les turpitudes des banques. En matière d'investissement, le mandat donné aux négociateurs européens vise à atteindre le « plus haut niveau de libéralisation existant dans les accords de libre-échange »...  
 – En matière culturelle, le gouvernement français s'est vanté d'avoir préservé la fameuse « exception culturelle », qui permet de subventionner en partie la création artistique, audiovisuelle notamment. Mais, dans le cadre des marchandages globaux, on verra ce qu'il en subsistera exactement.

## Un tribunal aux pouvoirs exorbitants

Pour imposer ses règles, l'accord transatlantique prévoit, comme

d'autres accords déjà conclus par les États-Unis, et même l'accord UE-Canada pas encore ratifié, un tribunal dit « de règlement des différends » entre acteurs économiques privés et gouvernements. Ce mécanisme permettrait à des arbitres décidant indépendamment des juridictions nationales de condamner des États à la demande des transnationales, au prétexte que les normes représenteraient des entraves aux investissements étrangers. Des entreprises pourraient ainsi porter plainte contre un État qui

aurait fait évoluer sa législation, réduisant certains avantages concédés aux investisseurs. Exemples théoriques (pour l'instant) : un géant de l'énergie pourrait contester un moratoire sur l'extraction de gaz de schiste ou bien une réglementation sanitaire (limitation de la teneur en sucres) d'une boisson pourrait aussi être contestée...

Henri Wilno

À lire : <http://france.attac.org/nos-publications/brochures/articles/guide-de-navigation-pour-affronter-le-grand-marche-transatlantique>



# Mettre e traité tra de comm d'investi

Dossier réalisé par le groupe de travail économique

« La diplomatie secrète est un outil obligée de tromper la majorité afin

Depuis le 8 juillet 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé des négociations en vue de conclure un accord commercial bilatéral, le traité transatlantique de commerce et d'investissement (appelé aussi TTIP). Ce traité serait un des accords de libre-échange et de libéralisation de l'investissement les plus importants

jamais conclus, représentant la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux. Au-delà des douanes, il concernera les normes de qualité des produits, les services publics et l'environnement. Il correspond à une étape supplémentaire dans la soumission de la politique des États aux intérêts capitalistes. Les discussions entre négociateurs américains et européens visent à satisfaire le mieux

# Hollande l'atlantiste

De Washington, le 11 février dernier, lors de sa conférence de presse commune avec Barack Obama, François Hollande a annoncé la couleur à propos du Traité commercial transatlantique : « aller vite n'est pas un problème, c'est une solution ». Cette attitude s'inscrit dans un positionnement général du président « socialiste ».

Le 24 mars, à La Haye, Obama a réuni les dirigeants du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Grande Bretagne) pour aligner leur position sur la situation en Ukraine par rapport à Moscou, après avoir suspendu les préparatifs du sommet du G8 (le G7 plus la Russie) prévu à Sochi en juin. Dans une belle unanimité, ils ont condamné Moscou, annonçant des « sanctions sectorielles coordonnées qui auront des conséquences de plus en plus importantes sur l'économie russe, si la Russie poursuit cette escalade ».

## « Partage du fardeau »

L'affaire ukrainienne était l'occasion pour les USA d'engager l'UE à leurs côtés et pour leurs alliés

de réaffirmer leur engagement. Hollande, comme l'avait fait avant lui Sarkozy, s'est empressé de le faire. Il s'est complaisamment plié au cadre imposé dont Obama a rappelé les principes. « Le monde est plus sûr et plus juste quand l'Europe et les États-Unis sont solidaires. [...] Les États-Unis et l'Europe sont unis » dans la crise ukrainienne et « la Russie est seule ». Il argumentait ainsi pour réclamer un effort dans le « partage du fardeau » : alors que les budgets militaires des 28 de l'Union européenne sont partout à la baisse, les USA veulent imposer à leurs partenaires un meilleur partage des dépenses militaires dont ils assument 80%. Et de vanter l'OTAN, qui « reste l'alliance la plus forte et la plus efficace de l'histoire de l'humanité », en rappelant l'article 5 du traité de

l'Atlantique nord qui comporte « une obligation solennelle de se défendre l'un l'autre ». « La relation avec nos alliés et partenaires européens est la pierre angulaire de notre engagement international, comme on le voit avec notre mission commune en Afghanistan et nos efforts diplomatiques avec l'Iran et la Syrie. » La réciprocité est tout aussi vraie et l'OTAN reste le cadre diplomatico-militaire dans lequel la France inscrit sa politique internationale. La prétendue lutte pour la défense de la démocratie et de l'hypocrite droit international est devenue le nouveau masque que prend la défense des intérêts des puissances occidentales, après la chute de l'Union soviétique et du bloc de l'Europe de l'Est, et la dissolution de l'alliance militaire du Pacte de Varsovie en 1991.

## Militarisme et libre échange

La politique internationale de Hollande est indissociable de son empressement à mener les négociations pour le traité de libre-échange transatlantique (TTIP). À ce sujet, le président américain a souligné : « Je veux remercier François pour sa coopération », jugeant l'accord vital pour la croissance de l'économie mondiale. L'entente diplomatico-militaire va donc de pair avec les accords économiques et de libre-échange. Ce que Hollande et Obama appelaient dans leur tribune cosignée publiée dans le Monde et le Washington Post en février un « partenariat toujours plus étroit », un « modèle de coopération internationale », une « alliance transformée »...  
 Yvan Lemaître

# Un échec le transatlantique commerce et investissement



du NPA

*Il est nécessaire pour la minorité possédante qui est  
de la soumettre à ses intérêts» (Léon Trotski)*

possible les intérêts des capitalistes des deux rives de l'Atlantique. Pour le NPA, s'opposer au traité, ce n'est pas du protectionnisme, une défense de la «bonne Europe» contre les «méchants Américains». D'ailleurs, des syndicalistes américains dénoncent aussi le fait que les négociateurs ne se soucient que des intérêts du «business».

Ces négociations se déroulent dans le secret : les mauvais coups se préparent mieux dans l'ombre. D'après les informations les plus récentes, le texte ne sera rendu public qu'une fois signé. Dans ces conditions, son adoption définitive par les parlements européens et nationaux se fera à la va vite. C'est d'ailleurs ce que veut Hollande : «*Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations.*» D'ailleurs, ce

traité n'est qu'un des aspects de la propension de Hollande à lier impérialismes français et américain. Il faut donc jeter le maximum de lumière sur ce projet, pour pouvoir le renvoyer aux oubliettes. C'est ce que la mobilisation a réussi à faire en 1998 pour l'AMI (accord multinational sur l'investissement). C'est ce qui est encore à l'ordre du jour.  
**Henri Wilno**

## Des négociations secrètes pour créer un fait accompli

*Le plus grand secret règne autour des séances de négociation sur le traité transatlantique : la diplomatie secrète fait partie des modes de fonctionnement habituels des États capitalistes.*

**E**n juin 2013, le Conseil européen a adopté le mandat de l'UE pour les négociations du grand marché transatlantique. Les gouvernements ont décidé de le garder secret, du moins pour la population. Officiellement, le gouvernement français aimerait beaucoup le rendre public, mais ce serait les «méchants» allemands, danois, et hollandais qui ne voudraient pas. Du coup, silence dans les rangs ! L'UE est un bel instrument pour procéder dans le dos des peuples. Ni démocratique ni dictatorial, mais «post-démocratique»...

Depuis juillet dernier, la Commission européenne, au nom de l'UE, négocie avec le gouvernement étatsunien dans la plus grande opacité. Pour le vernis démocratique, elle a consulté les ONG et les syndicats. Pour les choses sérieuses, elle se concerta régulièrement avec les grands groupes capitalistes européens afin de défendre au mieux leurs intérêts.

La raison principale du secret est simple : il faut endormir la population, éviter qu'elle ne s'y oppose bruyamment et fasse capoter les discussions. Les bourgeoisies ont encore en tête l'échec de l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement), négocié secrètement entre 1995 et 1997 par les 29 États membres de l'OCDE. Son exposition avait soulevé l'indignation et il avait été abandonné. Susan George d'Attac avait alors résumé : «*L'AMI est comme Dracula : il meurt à être exposé en plein jour.*» C'est donc seulement une fois l'accord trouvé que le contenu du mandat devait être dévoilé, avant que les parlements (européens et nationaux) adoptent «démocratiquement» le traité. Heureusement, le mandat a pu être dévoilé et nous savons désormais que le pire se négocie dans les salons de Bruxelles et de Washington. Depuis 8 mois, quatre cycles de discussions ont eu lieu, le dernier à la mi-mars. Les discussions se déroulent à huis clos, et rien ne filtre mis à part des discours de communicants qui ne nous apprennent rien de concret. Les discussions reprendront à l'automne, nos chers dirigeants ayant décidé de ne pas «polluer» les élections européennes avec des débats qui ne sont pas censés intéresser le bas peuple.

### Diplomatie secrète versus contrôle de la population

La Commission européenne théorise la nécessité du secret dans les négociations commerciales. Dans son «*Guide pour la transparence*» dans la politique commerciale, elle dit : «*Pour que des négociations commerciales fonctionnent et réussissent, un certain niveau de confidentialité est nécessaire, sinon ce serait comme montrer*

*ses propres cartes à l'autre joueur dans un jeu.*» Les textes discutés doivent être secrets «*pour protéger les intérêts de l'UE*» et pour garantir un «*climat de confiance*». Les capitalistes doivent ainsi pouvoir s'arranger entre eux sans que les peuples aient leur mot à dire. Dans un courrier du 25 mars dernier, la vice-ministre polonaise de l'Économie va jusqu'à écrire : «*En accord avec les pratiques de l'Union européenne, le texte du traité sera rendu public seulement au dernier stade de la négociation, après que le document ait été signé par les deux parties.*» WikiLeaks a percé le mur des secrets bien gardés de la bourgeoisie, s'attirant les foudres des gouvernements «démocratiques». Bien avant cette association, après la révolution russe, le gouvernement révolutionnaire avait rompu immédiatement avec les méthodes de la bourgeoisie. Ainsi, le décret sur la paix de 1917 abolissait la diplomatie secrète, et Trotski (alors commissaire du peuple aux affaires étrangères) avait rendu public les traités secrets entre grandes puissances. L'opacité des discussions entre bourgeoisies est consubstantielle au capitalisme. Nous ne pourrions y mettre fin qu'en construisant une société fondée sur le contrôle de la majorité de la population (les travailleurs) sur son propre destin.

**Gaston Lefranc**

## Des syndicalistes américains et anglais contre le traité

*L'année 2013, comme les précédentes, a été marquée par une longue série de plans sociaux. Entre janvier et septembre, 736 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont été mis en place soit 16 % de plus que lors des neufs premiers mois de 2012.*

«**N**ous considérons le TTIP comme une menace pour les droits des travailleurs en Europe», a déclaré Len McCluskey, secrétaire général du syndicat Unite au Royaume-Uni et en Irlande. «*Nous ne pouvons pas permettre d'importer les faibles normes de l'Amérique en matière de droits du travail.*»

«*Les travailleurs américains et européens méritent mieux*», a déclaré Leo W. Gerard, président international du United Steelworkers (USW) qui représente des travailleurs de la métallurgie aux États-Unis, Canada et Caraïbes. «*La concentration de nos gouvernements sur une plus grande protection pour les entreprises doit être transformée pour inclure des droits et protections plus étendus pour les travailleurs.*» L'USW et Unite ont formé Workers Uniting en 2008, un regroupement qui comprendrait 3 millions de syndiqués des deux côtés de l'Atlantique. Dans sa déclaration du



26 mars dernier, Workers Uniting demande une taxe sur les transactions financières pour soutenir les programmes sociaux. La déclaration exige également que la directive européenne concernant les normes de sécurité chimique et d'autres éléments de la législation sociale européenne soient élargis pour inclure les travailleurs américains. La déclaration de Workers Uniting exige également que

les régimes existants de passation des marchés ne soient pas modifiés et que les services publics soient exclus du TTIP. La déclaration rejette les dispositions prévues en matière de règlement des différends entre États et investisseurs.

Source : <http://www.workersuniting.org/connect/news/trans-atlantic-labor-union-calls-for-higher-labor-standards-in-us-european-union-trade-agreement>

## LOI «FLORANGE» Retoquée avec satisfecit de la droite et du patronat!



La stèle posée par FO à Florange. DR

Pour Marx, «les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante»... C'est ce que vient – à sa façon – de rappeler le Conseil constitutionnel en censurant le cœur de la loi dite Florange.

Faisant suite aux promesses du candidat Hollande de lutter contre les licenciements boursiers et aux luttes des travailleurEs de M-real et de Mittal, le Conseil constitutionnel, saisi par les parlementaires UMP, vient d'abroger l'obligation faite aux entreprises de plus de 1000 salariéEs d'accepter une offre de reprise d'un site rentable ainsi que la compétence confiée au tribunal de commerce pour apprécier le respect de cette dernière. Il retoque, par ailleurs, les pénalités (vingt fois le Smic par emploi supprimé) mises à la charge de l'employeur en cas de non-respect de ce dispositif car jugé «hors de proportion avec la gravité des manquements réprimés».

### Droit de propriété contre droits sociaux

Ces sanctions seraient une atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre? Les sages de la rue Montpensier privilégient clairement le droit de propriété contre le droit au travail. En écartant ainsi toute sanction, cela revient à rappeler à un chauffard les limitations de vitesse... mais sans le contraindre pour autant à les respecter! Sans surprise, l'UMP et le Medef se félicitent de cette décision. Édouard Martin, l'ancien leader CFDT de la lutte, fait part de sa colère, le PS promet une nouvelle loi encadrant davantage ces obligations et Jean-Marc Germain, député PS et rapporteur de la loi dite de sécurisation de l'emploi, déclare, le cœur sur la main, vouloir équilibrer la Constitution sur ce point. À voir... Enfin, pour la CGT et Solidaires, il faut donner des droits nouveaux aux salariéEs, en particulier aux comités d'entreprise, tel un droit de veto sur les licenciements.

Cela montre bien que ce monde est à changer. De quel droit le Conseil constitutionnel, assemblée non élue et dont la composition est le fruit des «alternances» politiques successives, peut prendre des décisions contraires aux attentes de la majorité de la population? En quoi, au nom de la liberté d'entreprendre, un euro de bénéfice serait-il plus sacré que la dignité d'un travailleur? Il n'y aura pas de lois sociales sans mobilisations sociales: ces gens-là ne cèdent que quand ils ont la trouille devant la mobilisation de ceux d'en bas, comme en juin 36 et en mai 68!

LD

## ASSURANCE CHÔMAGE

# Une régression de plus!

L'accord national interprofessionnel relatif à l'indemnisation du chômage vient d'être signé par le patronat, la CFDT, la CFTC et FO. L'objectif affiché est de limiter le déficit du régime d'assurance chômage (17,8 milliards d'euros fin 2013) dans un contexte économique rude. Pour ce faire, les économies espérées (400 millions d'euros) seront réalisées sur le dos des chômeurs, précaires et intermittents. Le patronat, quant à lui, surfe sur la vague du Pacte de responsabilité en étant épargné.

Les signataires s'appuient sur une «avancée» avec la création des «droits rechargeables». Concrètement, un privé d'emploi arrivant en fin de droits et qui justifiera d'une période d'emploi d'au moins 150 heures (à défaut d'affiliation suffisante – 122 jours – pour une nouvelle ouverture), pourra recharger ses droits. Rien ne dit si cette disposition est limitée (en nombre et dans le temps)...

### Des «avancées»?

Ce qui est clair, c'est que la pression sur les chômeurs sera de plus en plus forte: accepter n'importe quel emploi, quelles qu'en soient les conditions, pour ne pas arriver à la rupture de droits... Sans parler de l'arsenal déployé par Pôle emploi: contrôle de la recherche, Offre raisonnable d'emploi... Le retour à l'emploi durable n'est plus une priorité. La précarité se banalise et devient la norme. Concernant l'activité réduite, les anciennes règles permettaient au privé d'emploi de cumuler, en cas de reprise d'emploi, son salaire avec une partie de ses allocations dans le cadre d'incitation à la reprise d'activité. Pour ce faire, il devait respecter certains seuils. L'accord les supprime et impose une nouvelle règle de calcul. Contrairement à ce qui est annoncé, les faibles rémunérations ne seront pas favorisées. L'amplitude de cumul sera certes plus large (puisqu'elle n'est plus

limitée dans le temps) mais les montants versés en complément diminueront considérablement en comparaison de ce qui se fait aujourd'hui.

Les salariés intérimaires et intermittents voient quant à eux leurs droits diminués. Les règles applicables au régime général concernant les droits rechargeables et l'activité réduite s'adressent dorénavant à eux. Et, forcément, ce n'est pas à leur avantage. Les contreparties, garanties de part la flexibilité subie dans le cadre de ces contrats, fondent comme neige au soleil...

Les indemnités supra-légales de rupture, qui concernent surtout les cadres (excepté les licenciés économiques), font l'objet d'un différé. À ce jour, il est limité à 75 jours. Si l'accord est agréé, il passera à 180 jours.

Les salariés de 65 ans et plus seront également sollicités puisqu'ils devront désormais verser au régime d'assurance

chômage une contribution spécifique de solidarité.

Les intermittents du spectacle voient encore leurs droits sapés avec le plafonnement de leur allocation mensuelle en cas de cumul, ainsi que la modification du différé d'indemnisation reculant la date de prise en charge. Les contributions des salariés et employeurs du spectacle augmenteront de 2 points.

### Un recul pour touTEs!

Cet accord vise finalement à réaliser des économies sur le dos de celles et ceux qui paient déjà la crise par la perte de leur emploi. L'assurance chômage est fondée sur un système de répartition des actifs vers les inactifs. Or, les signataires de cet accord imposent aux chômeurs de participer à la réduction de la dette de l'Unedic en se partageant le même «gâteau», alors qu'ils sont de plus en plus nombreux... De plus, il se traduit dans les faits

par un recul pour les salariés: l'assurance chômage ne verse plus seulement un revenu de remplacement mais aussi un revenu complémentaire. Les cotisations destinées à la protection des salariés sont «détournées», puisque leur principe n'est pas de pallier les faibles revenus (rémunération au Smic, temps partiels imposés, ...). Le patronat appréciera la précarité subie par les chômeurs et la flexibilité qui en découlera...

En réponse à cette destruction de nos droits, une campagne se développe pour demander au ministre du Travail de ne pas agréer cet accord. Plusieurs actions sont menées (notamment par les intermittents du spectacle) et/ou se mettent en place. Cette lutte doit être l'occasion d'impulser à nouveau un mouvement pour que nos droits continuent à exister.

### Comité travail/emploi

Plus d'infos: [www.recours-radiation.fr](http://www.recours-radiation.fr) et [www.cip-afd.org](http://www.cip-afd.org)



## LE HAVRE (76) C'est la relaxe: victoire!

Devant plusieurs milliers de manifestantEs, le tribunal du Havre a prononcé lundi 31 mars la relaxe des camarades menacés de 6 mois de prison dans le cadre de l'affaire de l'huissier (voir l'Anticapitaliste n°232). Il reste la possibilité au parquet de faire appel, mais le verdict constitue d'ores et déjà un camouflet pour le procureur.

Les deux autres camarades inquiétés pour le dévissage symbolique de la plaque de la députée PS sont reconnus coupables de recel, mais exemptés de peine. Sur le fond, cela reste injustifié dans la mesure où cela entérine une notion de culpabilité vis-à-vis d'une action syndicale, qui n'a rien à voir avec du vol ni encore moins du recel, et qui laisse la possibilité à la justice de donner des suites au refus de prélèvement ADN.

Le verdict des juges remet à sa place le réquisitoire du procureur: celle d'une attaque politique contre des militants combattifs qui dérangent le patronat local.

### Après le tribunal, en marche!

L'important dispositif de gendarmerie mobile déployé à l'arrière du tribunal n'aura donc finalement pas eu à intervenir face au milliers de manifestants rassemblés ce lundi. Dockers et portuaires du Havre et de Rouen constituaient le plus

gros cortège, mais des délégations de plusieurs secteurs en lutte, comme les «Jeannette» de Caen ou les camarades de Roanne, venaient également affirmer l'enjeu national de la procédure.

Après l'intervention de Reynald Kubecki, secrétaire de l'union locale CGT qui a rappelé les faits et l'exigence de la relaxe de nos camarades, des représentants de l'intersyndicale (comprenant aussi la FSU, FO et Solidaires) ont réaffirmé que la répression

contre un syndicaliste était une agression contre tout le mouvement social. Thierry Lepaon, Annick Coupé et Christine Poupin pour le NPA étaient également présents à la manifestation.

C'est fort de cette victoire pour les camarades de la CGT et de l'ensemble du mouvement social que nous nous préparons à organiser de façon unitaire (CGT, Sud PTT, Femmes solidaires, PG, Ensemble, NPA...) la marche du 12 avril à Paris.

Correspondant



Les 4 relaxés | PHOTO THÈQUE ROUGE / TN

## TRW DIJON-LONGVIC (21)

# Un an de lutte à pleine dents!

Mardi 18 mars, c'est par un gâteau géant aux couleurs du drapeau américain que les TRW ont «fêté» un an de résistance: un clin d'œil au numéro 2 américain de TRW de passage à Dijon.

Le groupe met en concurrence Italiens, Anglais, Français pour se désengager de l'Europe occidentale.

### Un an d'une mobilisation multiforme

Le groupe (16 milliards de dollars) a un dividende frisant les 15%. Il a enregistré

1,2 milliard de dollars de profits en 2012, et en recapitalisant à hauteur de 2 milliards de dollars a déclaré «seulement» 850 millions en 2013. Les salariés de TRW Pologne, majoritairement précaires (contrats à la semaine!), sont eux payés quatre à cinq fois moins en équivalent euros que les salariés français.



## CENTRE DE RÉTENTION

# Des prisons qui ne disent pas leur nom

Le samedi 22 mars, 250 manifestantEs ont défilé à Saint-Jacques-de-la-Lande près de Rennes (35), à l'appel de la Coordination Bretagne - Pays de Loire solidaire des personnes immigrées. En ligne de mire, le Centre de rétention administrative (CRA) de Rennes

Cette coordination regroupe depuis une quinzaine d'années des réseaux luttant contre le sort fait aux étrangers à Rennes, Brest, Quimper, Nantes, Saint-Nazaire, Laval, Angers... Le Collectif de soutien aux sans-papiers de Rennes est bien connu des services préfectoraux pour ses actions quasi quotidiennes d'accompagnement des étrangers dans les files d'attente de la préfecture, au tribunal administratif et lors des occupations de lieux d'hébergement avec l'association Droit au logement. Rennes a aussi le privilège d'avoir un CRA où sont enfermés les déboutés en attente d'expulsion, regroupés depuis toute la région.

**Société d'exclusion et d'enfermement**

C'est donc un cortège bruyant et déterminé qui a pris la direction du CRA ce 22 mars. Les djembés des militantEs du comité de sans-papiers de Rennes rythmaient les slogans pour la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des CRA. Une banderole « Non aux expulsions ! » a été accrochée sur un pont, au-dessus de la quatre-voies. Après avoir dépassé l'aéroport, symbole du retour forcé au pays effectué maintenant par des avions de l'armée, à hauteur de la foire exposition (sur le thème du Brésil!), nous avons tourné en direction du CRA. Barrage de CRS, CRA isolé par des bâches pour empêcher les détenus de nous voir, terrains des gens du voyage situés derrière... nous avons crié notre révolte face à cette accumulation des symboles de l'exclusion par cette société policière.

Parmi les prises de parole, une camarade de Rennes déclara : le CRA de Rennes a « le triste privilège d'enfermer des familles » et a en particulier enfermé six pères de famille en quelques jours. Grâce au téléphone portable, un des détenus nous a raconté son histoire : « Je suis en France depuis 11 ans, en provenance du Sénégal. Je travaillais à Emmaüs, toute ma famille est à Paris. »

**Contre la politique de Hollande et Valls, on continue le combat**

Contre la banalisation du racisme d'État, contre la politique de droite du PS sur cette question (aussi) et la nouvelle circulaire Valls, le combat continue. Comme à Rennes jeudi 27 mars avec les étudiantEs refusant l'expulsion d'un des leurs d'origines guinéennes, Aly, qui a été libéré; ou ce samedi 29 mars à la Guerche-de-Bretagne contre les assignations à résidence. Depuis 1999, 300 000 personnes sans papiers ont été enfermées de force dans un des 24 CRA. Les centres de rétention ne sont pas considérés comme des prisons parce que les personnes



Manifestation contre le CRA de Rennes jeudi 22 mars. DR

retenues ont un droit de visite quotidien et ont la possibilité de se promener « librement » dans le centre... En 2012, ce sont 40 000 personnes qui ont été expulsées de force (dont la moitié en outre-mer). Suite au changement de majorité politique, le nombre d'expulsions a augmenté de 12%... L'enfermement des enfants a continué

en France métropolitaine pour atteindre le nombre de 210 enfants enfermés, et la circulaire ne s'applique pas à Mayotte où 5 000 enfants sont enfermés chaque année.

Ni rétention ni expulsion ! Des papiers pour tous les sans-papiers ! Fermeture des CRA !

**Gérard Gueniffey**

## JUSTICE

## Est-il fini, le temps des colonies ?



Ruddy Alexis et ses avocats. DR

**On se souvient de l'assassinat du syndicaliste Jacques Bino lors de la grande grève générale menée en 2009 par le LKP en Guadeloupe. Devant l'émotion de la population, les autorités se devaient de trouver un coupable et ce fut l'inculpation d'un innocent: Ruddy Alexis...**

Enfermé pendant 45 mois dont 24 en isolement, il fut finalement acquitté à l'unanimité par la cour d'assises de Basse-Terre. Mais c'était sans compter sur la décision du parquet de faire appel 3 heures à peine après le verdict. Et en prime il « dépayse » le nouveau procès à Paris. Une décision exceptionnelle... et scandaleuse,

alors même qu'une cour d'appel a été créée à Basse-Terre pour répondre à l'éloignement.

**Justice de classe, justice coloniale**

Le procès s'est donc ouvert lundi 31 mars devant les Assises de Paris... Mais sans l'inculpé, ni les témoins, ni les avocats qui, au même moment, tenaient une conférence de presse à Basse-Terre et dénonçaient une procédure qui les empêchait notamment de venir à Paris pour des raisons financières.

Le procès devait donc se dérouler en duplex devant une cour d'assises ignorant tout de la situation en Guadeloupe. Nouveau scandale: lundi, la cour a décidé de faire arrêter Ruddy Alexis et de l'amener de force à Paris, pour comparaître mercredi 2 avril. Les centres de rétention refusant de l'accueillir, les gendarmes l'ont laissé seul dans Paris...

En Guadeloupe tout comme en France, de nombreux démocrates s'indignent devant un tel scandale initié sous la droite et confirmé sous la gauche, avec une ministre de la Justice, Taubira, qui laisse faire... Le procès devrait durer près de deux semaines et déjà plusieurs personnalités se sont portées garantes de l'inculpé, dont Mgr Gaillot, présent au procès et prêt à l'héberger.

**Correspondant**

## SAINT-DENIS (93)

## Valls attaque, les lycéens répliquent

Lycée Suger, Thaïs Moreira, lycéenne en 1<sup>re</sup> professionnelle, reçoit le 7 mars une OQTF (obligation à quitter le territoire français) exécutable dans un délai d'un mois...

Vendue en France en 2009, elle s'est inscrite dans ce lycée en section CAP photographie pour y suivre sa scolarité. Elle est reçue au CAP et poursuit en bac pro photo logiquement.

Parcours scolaire exemplaire mais elle est majeure et sans papier, ce qui complique sa vie.

Elle se rend en préfecture de la Seine-et-Marne, croyant naïvement qu'elle pouvait bénéficier de la circulaire Valls. Mais la machine à exclure se met en route. Sous prétexte d'un séjour d'un mois au Brésil durant ces 5 années, l'administration considère que tout repart à zéro. Elle ne prend évidemment pas en compte la situation réelle de cette lycéenne, la présence de sa mère, de ses frères et sœurs en France, un père resté au Brésil qui ne donne plus de ses nouvelles et une grand-mère malade, seule lien qu'elle garde avec son pays d'origine.



Saint-Denis, tentative d'expulsion... DR

**Belle victoire**

Quand est connue la menace de la reconduite, l'émotion est grande. Pétition signée massivement dans le lycée mais aussi à l'extérieur, mobilisation des réseaux (RESF, FCPE...), pancartes, banderoles, rassemblement, avec la même réactivité que l'on a connue lors des mobilisations en soutien à Leonarda ou Katchik. Tout ceci en pleine campagne électorale qui voit l'affrontement sur la ville entre le PCF et le PS.

Un rassemblement est organisé le mardi 25 mars de plus d'une centaine de personnes devant le lycée et la presse nationale couvre l'événement : *le Monde*, *le Parisien*, *l'Humanité*, *France-Inter*... Résultat : le lendemain, coup de théâtre, la préfecture annonce la suspension de l'OQTF et garantit à Thaïs la poursuite de sa scolarité jusqu'à l'obtention de son bac, ce qui lui laisse un répit d'un an et demi. Une victoire sans bavure.

Valls, qui a donné la consigne aux préfets d'être plus offensifs dans l'application des OQTF, dans l'exécution des reconduites, va devoir leur recommander de faire attention aux lycéennes. Cela n'est pas pour nous déplaire.

**JMB**

Le choix des salariés de Longvic a été de ne pas se mettre en grève et de garder un salaire : ils sont toujours payés et multiplient les expertises pour prouver la compétitivité du site et leur productivité.

Le fonctionnement en AG régulières, avec une circulation des infos par l'intersyndicale et la présence permanente des salariés, aboutit à une large implication dans les actions : 80 à 90 % d'entre eux vont aux manifestations, beaucoup suivent le blog... Mais l'absence d'un comité de soutien ne permet pas une solidarité large de la population.

**La solidarité internationale fait peur aux patrons**

Faire le tour des sites européens pour alerter les salariés a été très tôt un choix essentiel des TRW Dijon. Après Genk en Belgique, Schalke en Allemagne,

Bielsko-Biala en Pologne, Shirley en Angleterre, c'est à nouveau à Bielsko-Biala que les TRW Dijon se sont rendus (près d'une soixantaine, soit 40 % des salariés du site). Ils ont rencontré et débattu avec des syndicalistes polonais de Sierpien 80 (Août 80).

Toutefois la délégation allemande de Schalke n'est pas venue (pression semble-t-il sur IG Metall). En Pologne, les intimidations de la direction, les vigiles et l'absence d'implication de Solidarnosc, ont dissuadé les salariés du groupe de venir au débat, même si des échanges isolés montrent la sensibilité des jeunes. Et toujours la présence policière : interdiction de diffuser des tracts à plus de 10 devant les usines, patrouilles permanentes...

**Pressions sur les négociations**

À la veille du voyage en Pologne qui s'est déroulé du 20 au 22 mars,

le numéro 2 de TRW, à Dijon prétendait vouloir négocier. Son premier souci : demander l'annulation du déplacement à Bielsko-Biala... Dès la semaine suivante, nouvelle manœuvre : la direction poursuit pour entraver le CHSCT qui n'a pas donné d'avis à propos du PSE, faute d'éléments suffisants. Mais à 4 h 30 du matin, la direction téléphone au responsable syndical : elle renonce aux poursuites. En effet, elle est en tort car depuis le 15 mars, le mandat du CHSCT est terminé ! Cependant elle maintient le cap : fermer rapidement l'usine côte-d'orientienne. Et ensuite à qui le tour ? Schirmeck en Alsace ? En attendant, le PSE de Longvic est toujours bloqué et les propositions d'indemnités de TRW toujours rejetées par les salariés qui préparent de nouvelles actions.

**Correspondant**





## Les comités en action!

### Spécial 12 avril

Dijon (21). Le NPA a impulsé une réunion unitaire avec toutes les organisations signataires nationalement et présentes localement. Ont répondu le PCF, Ensemble, Solidaires et LO en observateur. FSU et Attac se sont excusés, et pas de réponse du PG.

Il y a accord pour intervenir dans l'unité, par une manifestation nationale, contre la politique d'austérité et remobiliser les travailleurs contre les catastrophes annoncées: Pacte de responsabilité, accord transatlantique... et réagir à la montée de l'extrême droite.

Mais la convergence n'est pas simple. Avoir fait liste commune avec le PS et ensuite dénoncer frontalement le Pacte de responsabilité n'est pas simple pour certains: les deux représentants du FdG étaient sur deux listes concurrentes aux municipales. Au plan syndical et associatif, il faut argumenter pour arriver à vaincre la réticence à rejoindre une initiative engagée par des partis. Face aux craintes qu'il ne s'agisse que d'un coup de plus, sans suite, nous insistons sur l'implication durable dans une opposition de gauche frontale au gouvernement pour que les abstentionnistes, les dégoûtés de la gauche institutionnelle, reprennent confiance dans les luttes qui pourront contrer la politique antisociale de Hollande et les attaques des fascistes et réactionnaires de tout poil. Réussir le 12 avril y contribuera. Un car est réservé, peut-être deux.

Avignon (84). Après l'offensive du FN sur la ville, la gauche de combat se prépare à reprendre la rue! Le NPA, le PG, Ensemble et l'Union syndicale Solidaires 84 se sont rencontrés et sont tombés d'accord sur l'idée de mobiliser pour la marche nationale contre l'austérité, en organisant l'achat de billets de train pour la montée à Paris, mais aussi en organisant un rassemblement local pour donner un maximum de visibilité à cette journée de révolte. L'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives et divers collectifs de lutte ont été contactés pour organiser, le plus largement et le plus unitairement possible, la mobilisation. Après l'arrivée du FN en tête du premier tour pour la première fois et l'apparition de groupuscules fascistes sur la ville, il est urgent que la gauche de combat reprenne la rue et le rôle d'opposant au gouvernement PS-Medef. Le ralliement du PCF à la nouvelle majorité locale sociale-libérale est malheureusement un mauvais signe envoyé à tout ceux qui luttent. Le NPA appelle lui à la constitution d'un collectif local afin que le 12 avril ne reste pas sans lendemain.

Lons-le-Saunier (39). Dès février, le NPA a pris l'initiative d'organiser des réunions unitaires histoire de prendre la température. Nous n'étions pas impliqués dans les municipales, ce qui a simplifié notre démarche.

Nous avons de suite réservé un bus et distribué un appel commun dans la manif du 18 mars avec un accueil très favorable. Et puis, chance ou plutôt malchance, le maire sortant UMP, également président des maires de France, a été réélu au premier tour pour un cinquième mandat! Alors aujourd'hui, on accélère.

On a réinvité l'ensemble des syndicats, partis et associations, pour organiser cette grande manif à Paris. Nous n'avons pas envisagé de décentraliser cette action, d'ailleurs aucune organisation participante ne l'a proposé. Nous sommes persuadés que l'impact médiatique en serait minimisé, alors que l'un des buts premiers est de reprendre la rue à la droite extrême et à l'extrême droite.

Nous avons notre liste de signataires locaux, et alors que certains syndicats nationaux sont réticents à cet appel qu'ils trouveraient trop « politique », leurs syndiqués et même des responsables syndicaux, n'hésitent pas à joindre leurs noms à la liste locale des appelants.

La réflexion qui revient le plus est qu'« il se passe enfin quelque chose contre ce gouvernement qui n'est pas le nôtre, qui n'est pas à gauche. » Et pourtant, il est encore bien difficile de reconnaître qu'il faut appeler un chat un chat et qu'il s'agit aujourd'hui de nous organiser en opposition de gauche au gouvernement Medef/PS.

# Des euros pour une autre Europe!

*Le 25 mai auront lieu les élections pour le Parlement européen. Il faut y faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste.*

**D**epuis qu'a éclaté la crise, la politique de la troïka et des gouvernements de droite ou de gauche, ici comme dans les autres pays d'Europe, organisent, pour le compte des banques et du patronat, une offensive contre les classes populaires. Nous devons faire entendre une voix qui condamne sans appel le gouvernement, le PS et l'UMP, Sarkozy et Hollande qui ont mis en œuvre les politiques d'austérité, et Valls qui s'engage avec zèle pour les aggraver encore... Nous serons la voix de toutes celles et ceux qui rejettent les partis institutionnels, les bonimenteurs professionnels qui servent les classes dominantes. Il faut que nous permettions au rejet de l'Europe capitaliste de s'exprimer, contre la démagogie populiste du FN, contre la xénophobie et le repli national, le souverainisme et le nationalisme. Il est indispensable que se fasse entendre dans ces

élections la voix de la solidarité et de la coopération des peuples, internationaliste, anticapitaliste et révolutionnaire.

### Pour une Europe des travailleurs et des peuples!

Nous finissons la campagne des municipales, et dans la foulée nous engageons la campagne des européennes, du moins sa préparation. C'est le moment de capitaliser les acquis du travail politique et organisationnel déployé ces dernières

semaines. Nous avons mobilisé un milieu autour de nous, et ensemble nous pouvons aller de l'avant.

Pour cela, il faut être présent aux élections européennes. La perspective politique que nous avons enracinée autour de nous a besoin de s'inscrire dans une perspective globale, internationaliste, c'est-à-dire aussi européenne. La lutte contre l'austérité, c'est la lutte contre le TSCG, contre l'Europe de l'austérité et du chômage, de la BCE, pour construire une Europe

des travailleurs et des peuples. En relançant la campagne financière, nous pouvons nous donner les moyens d'être présents dans la campagne des européennes. Dans une situation de crise politique majeure, donnons nous les moyens d'y faire entendre notre voix.

**Pour plus d'informations, pour nous aider:**  
<http://npa2009.org/souscription>



## La brochure « La Sécurité, elle est à nous »! est disponible

**Vous pouvez vous la procurer:**

- Auprès des militantEs du NPA et à la **librairie La Brèche** à Paris au prix de deux euros.
- Par correspondance pour trois euros (port compris) à: **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à: **diffusion.presse@npa2009.org**

## EluEs du NPA

# Peu nombreux mais vaillantEs

*À l'issue de ces échéances électorales, le NPA compte 10 éluEs municipaux. Outre les 7 éluEs NPA cités la semaine dernière, nous avons 3 éluEs supplémentaires: à Poitiers (86), Gérardmer (88), et Les Mureaux (78). À noter que nous avons aussi un camarade maire dans un petit village de 250 habitantEs.*

**D**ès la semaine dernière, nos éluEs au premier tour sont montés sur le ring des conseils municipaux qui élisent le maire. Ainsi, en Gironde, à Cenon, comme dans les deux autres communes du département où nous avons une élue, Christine Héraud a posé sa

candidature au poste de maire. Le maire sortant PS, dont la liste a une large majorité, était venu la voir pour lui demander de ne pas faire de déclaration vu que ce premier conseil avait comme seule tâche « l'élection solennelle du maire », donc de lui-même. Il a été obligé de reculer.

« Je présente ma candidature à la fonction de maire, a déclaré Christine, dans le cadre de la politique que j'ai défendue avec mes colistiers du NPA, de Ensemble, du PG et tous ceux sans étiquette de la liste "Gauche alternative d'opposition à l'austérité". Nous avons présenté dans cette campagne municipale une liste unitaire, à la gauche des partis gouvernementaux, PS et EELV et leurs alliés communistes, pour dénoncer les politiques d'austérité et défendre une alternative d'urgence sociale, pour une autre répartition des richesses. [...] Les communes n'échappent pas à la cure d'austérité, et la baisse des dotations d'État (3 milliards sur les deux années 2014 et 2015) va les mettre en difficulté pour faire face aux besoins des populations. Cenon n'échappe pas à la règle.

Quoi que dise M. le Maire de notre bonne ville où, selon lui, il fait si bon vivre, la crise n'épargne pas ses habitants: Cenon reste une ville pauvre. Dans les quartiers, la misère grandit, avec le chômage qui, ce mois-ci encore, bat de nouveaux records, la précarité s'installe dans beaucoup de foyers cenonnais; la jeunesse, maltraitée, reste sans perspectives. [...] Nous avons pour notre part, le NPA et une partie du Front de gauche (PG et Ensemble), présenté une liste

représentative de la population des quartiers les plus défavorisés, ouvriers et employés du privé et du public, chômeurs, jeunes et retraités, pour que puisse s'exprimer la révolte de ceux à qui on ne donne jamais la parole. L'opposition à gauche du gouvernement que nous représentons a enregistré 10,83%, soit une progression de 2,68. Dans le système actuel de représentation antidémocratique que sont les conseils municipaux, nous n'augmentons pas notre nombre d'élus. La proportionnelle intégrale nous en aurait donné au moins 3. Mais quand 67,29% donne à la majorité 85,7% des sièges, 10,83 n'en donnent que 2,85%. [...]

Comme je l'ai fait durant les deux mandats que j'ai effectués dans ce conseil municipal, cette fois avec mes camarades du FdG qui ont fait le choix de l'opposition, je continuerai à me faire le porte-parole de la population la plus déshéritée et le relais de leurs luttes et de leurs mobilisations. [...] C'est sur cette base et ces orientations que je présente ma candidature à la fonction de maire, en revendiquant tout particulièrement de le faire en tant que femme, dans ces élections de maires où plus de 80% des élus seront des hommes. »

Plus d'infos: <http://npa2009.org/content/declaration-de-nouveaux-elus-municipaux-du-npa>

## Le n°53 de L'Anticapitaliste la revue est disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste,**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Disparition

# Jean-Luc Einaudi, historien entêté

Le 22 mars, Jean-Luc Einaudi disparaissait. Il faut revenir sur l'œuvre d'historien qu'il nous laisse, car si Einaudi n'est pas historien de formation (il travaillera toute sa carrière comme éducateur spécialisé au sein de la Protection judiciaire de la jeunesse), il fut l'un des premiers à écrire l'histoire du 17 Octobre 61.

Ce jour-là, en plein cœur de la guerre d'Algérie, des milliers d'Algériens décident de rompre en plein Paris le couvre-feu qui leur est imposé en France depuis plusieurs semaines. Manifestation pacifiste, cette irruption des Algériens au cœur de Paris sera impitoyablement réprimée. Usant d'une violence débridée, la police fera cette nuit-là au moins 150 morts selon Jean-Luc Einaudi. Le préfet de police est alors un certain Maurice Papon. C'est en 1991 que Jean-Luc Einaudi publie aux éditions du Seuil, *la Bataille de Paris - 17 octobre 1961*. Très documenté et précis, malgré la rareté des sources, puisque les archives de la préfecture de police lui sont interdites, le livre fera grand bruit. Jean-Luc Einaudi accumule les témoignages d'acteurs de cette époque (Algériens vivant alors à Paris, militants, policiers...), et aura également

accès à une partie des archives de la fédération de France du FLN. Historien amateur peut-être, Einaudi sera le premier à fournir une somme capable de donner à comprendre ce qui s'est passé ces jours-là.

**En finir avec l'histoire officielle**  
Pour beaucoup, trop jeunes pour avoir connu la période de la guerre d'Algérie, ce livre permet de lever le voile sur une série d'aspects restés dans l'ombre. Jusqu'alors, l'histoire officielle parle surtout de règlement de comptes entre FLN et MNA. Les événements du 8 février 1962, les morts du métro Charonne, ont peut-être aussi participé à laisser dans l'ombre cet autre massacre. Et ce récit d'une nuit de massacre en plein Paris est devenu inconnu. Il faut aussi ajouter qu'après la fin de la guerre d'indépendance algérienne, en 1962, une sorte de consensus se fera

autour d'un certain oubli des deux côtés de la Méditerranée. Einaudi continuera à travailler sur le sujet, cherchant sans cesse de nouvelles sources. Ainsi après plusieurs rééditions de *la Bataille de Paris*, après avoir pu enfin accéder à une partie des archives policières, il publie en 2001 *Octobre 1961, un massacre à Paris*, puis en 2009 *Scènes de la guerre d'Algérie en France - Automne 1961*. Il écrira aussi une série de livres, la plupart concernant cette période sombre de la guerre d'Algérie, dressant le portrait d'acteurs et de militants de cette époque (Georges Mattéi, dans *Franc-tireur* ou Lisette Vincent dans *Un rêve algérien*). Depuis, une nouvelle génération d'historiennes et d'historiens se sont emparés de ces sujets et ont poursuivi le travail entamé par Einaudi et quelques autres pionniers. Au collège



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** *la-breche.com*

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

ou au lycée, si dans les années 1980 ou 90 on évoque la torture en Algérie, le sort réservé aux Algériens en France métropolitaine n'était quasiment jamais abordé. Aujourd'hui, les manuels scolaires ont intégré l'histoire du 17 Octobre 1961, et en octobre 2012, François Hollande reconnaîtra officiellement du bout des lèvres la « répression sanglante » du 17 Octobre 1961. Ce fut un long chemin, Jean-Luc Einaudi en fut l'un des premiers artisans et sûrement le plus entêté. La dette que nous avons à son égard est immense.

Pierre Baton

Essais

# Collection Pensées d'hier pour demain

Éditions CETIM, 8,50 euros chaque ouvrage

L'objectif de cette première série « Afrique-Caraïbes » (avant deux autres consacrées à l'Asie et à l'Amérique latine) est de rendre accessibles, particulièrement au jeune public, des auteurs majeurs de la pensée anti-impérialiste et anti-coloniale du XX<sup>e</sup> siècle. Des auteurs dont sont proposés de courtes biographies, des extraits de textes et de discours, ainsi qu'une bibliographie. L'opuscule sur l'opposant politique marocain Mehdi Ben Barka, président de l'Assemblée nationale consultative et fondateur de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), assassiné par les services français en 1965, propose ses textes sur les communes rurales, l'éducation de base, les tâches de l'université, les erreurs du mouvement national révolutionnaire marocain, les buts et finalités de la Tricontinentale à laquelle il collabora... Du leader indépendantiste guinéen Amilcar Cabral, fondateur en 1956 du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert), assassiné en 1973 par les services portugais, on découvrira les textes sur le rôle de la culture, la bourgeoisie locale, la construction de l'unité dans les mouvements d'indépendance nationale...

L'opuscule consacré au président du MNC (Mouvement national congolais), premier ministre démocratiquement élu et premier chef du gouvernement de l'indépendance, Patrice Lumumba, assassiné en 1961 par les services belges, sélectionne notamment le célèbre discours prononcé lors de la cérémonie d'indépendance de la République du Congo, le 30 juin 1960. Quant au psychiatre militant et essayiste martiniquais Frantz Fanon, compagnon de combat du FLN algérien, on redécouvrira l'actualité de ses textes sur le racisme, le néo-colonialisme, l'aliénation, sa critique radicale des bourgeoisies nationales post-indépendances corrompues qui favorisent le gouvernement indirect des ex-puissances coloniales, ses théories révolutionnaires sur la nécessité de nationaliser le secteur tertiaire pour sauter l'étape bourgeoise... Si cette génération a concentré sur elle le feu des impérialismes, c'est que le gâteau est gros, si gros que les colonisés d'hier n'ont pu que constater que l'indépendance politique si chèrement acquise ne suffisait pas, que sans l'indépendance économique vis-à-vis du marché mondial, rien ne serait jamais acquis.

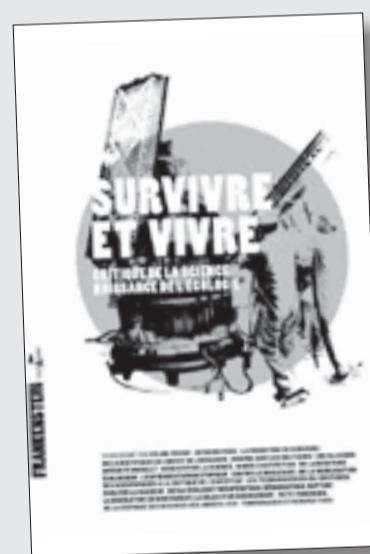
Les libraires de La Brèche



**Nos finances publiques vues de l'intérieur**, syndicat Solidaires Finances publiques, édition Syllepse, 2014, 5 euros.

Alors que pendant des mois, les finances publiques ont été la cible de certains politiques et de populistes en tout genre, ce petit livre contribue à rappeler à quoi servent les finances publiques et pourquoi il est urgent de mettre en place une véritable « réforme fiscale rendant la fiscalité plus juste ». La première partie est donc axée sur ce que sont les impôts, à quoi ils servent et comment ils sont calculés, montrant ainsi que sans impôts nos services publics n'existeraient pas. Cet ouvrage permet également de faire connaître ce que sont ou devraient être les missions des agents des finances publiques. Grâce à de nombreux témoignages, ce livre permet également de voir les difficultés quotidiennes des agents, de leurs missions, dues essentiellement au 30 000 suppressions d'emplois intervenues entre 2002 et 2014 mais aussi à l'explosion de la charge de travail et de lois fiscales de plus en plus complexes.

Sandra Demarcq



**Survivre et Vivre. Critique de la science, naissance de l'écologie**, coordonné par Céline Plessis, éditions L'Échappée, 2014, 25 euros.

À l'heure du capitalisme vert et du « sauvetage » de la planète par le développement durable, un retour rafraîchissant aux sources de la contestation écologique. Dans la mouvance de 68, le mouvement Survivre et Vivre publie la plus importante revue d'écologie politique française, conteste la militarisation de la recherche, remet en cause certains aspects de la technoscience et participe à la naissance du mouvement antinucléaire. Cette sélection des principaux textes de Survivre et Vivre remet en perspective les cheminements de l'écologie radicale et met en évidence la nécessité de lui donner une nouvelle impulsion.

Catherine Segala

Cinéma



**The Grand Budapest Hôtel** de Wes Anderson. Avec Ralph Fiennes et Tony Revolori. Sortie le mercredi 26 février.

Comment un groom d'un palace européen de l'entre-deux guerres, pris en affection par le gérant, peut devenir propriétaire de l'établissement à la suite d'aventures rocambolesques. Sur ce thème de success story, Wes Anderson a réalisé un film complètement décalé et déjanté, mélange baroque de BD et de Buster Keaton à qui le principal héros ressemble un peu. L'univers visuel relève du kitsch absolu et les comédiens sont parfaits, seconds rôles compris. Le scénario est inventif mais n'échappe pas à certains clichés, notamment les séquences de poursuite et de prison. La nostalgie de Wes Anderson pour la vie fastueuse des parasites mondains qui hantaient ce genre d'hôtels dans les années trente ne lui a pas fait oublier la montée du fascisme et la guerre qui se préparait. Les allusions à la montée actuelle de la xénophobie et le gentil plaidoyer pour la tolérance donnent donc un peu de consistance à cet exercice de style qui aurait tout de même gagné à être un peu plus subversif.

Gérard Delteil





**L'Anticapitaliste** | Libre expression



Nicolas Galepides / DR

# LE 12 AVRIL se prépare



Éric Coquerel / JMB

**Entretien.** Le désaveu massif de la politique gouvernementale sous la forme de la déroute électorale du Parti socialiste rend urgente la construction d'une riposte sociale et politique. Cela d'autant plus avec la nomination de Valls comme Premier ministre. La marche du 12 avril s'annonce donc comme un moment fort dans l'affrontement avec le nouveau gouvernement, contre la montée de la droite et de l'extrême droite. Mais ce travail commun ne signifie pas la fin des débats. Cette semaine, nous donnons la parole à Nicolas Galepides, responsable de SUD PTT Solidaires, et Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche.

**La marche du 12 avril est soutenue par des partis, des syndicats, des associations et des « personnalités ». Un tel rassemblement n'est pas si fréquent. Comment l'expliquer ?**

**Nicolas Galepides :** L'état d'urgence, quand la pauvreté des débats, les politiques d'austérité et les attaques systématiques contre la solidarité, le cosmopolitisme et les droits élémentaires de toutes et tous sont à l'œuvre, on doit sortir dans la rue, organiser la confrontation sociale.

Le rendez-vous du 12 avril doit rassembler derrière des mots d'ordre clairs, porter des alternatives crédibles et lisibles par tous. La compréhension de notre démarche est essentielle.

Le résultat des municipales est éloquent à ce titre avec une droite qui rafle la mise sans programme et une extrême droite qui défend le service public et s'attaque à « l'eurostérilité » et à l'ultra-libéralisme.

**Éric Coquerel :** Chacun en sent bien l'impérieuse nécessité. D'une part le gouvernement « de gauche » poursuit sa politique de droite semant désillusion et découragement. D'autre part, la droite la plus réactionnaire et l'extrême droite prennent maintenant la rue, avec des résultats puisque François Hollande lui a donné plusieurs satisfactions. Les élections municipales viennent de confirmer dans les urnes ce que nous avons vécu ces dernières semaines dans la rue. La débâcle du PS et de ceux qui lui sont alliés appelle à une remobilisation de toute la gauche qui refuse l'austérité et la politique du Medef. Il faut le plus large front politique, social, associatif, citoyen pour exprimer le profond ras le bol de gauche que l'on ressent partout. Je crois que c'est essentiel, y compris pour permettre aux syndicats de lutte d'amplifier leurs propres rendez-vous de mobilisation contre le Pacte de responsabilité.

droite populiste et réactionnaire, l'inertie du mouvement syndical institutionnel, le durcissement de la répression des mouvements sociaux. Le signal que nous enverrons vers le gouvernement, vers les élus, la population, mais aussi vers les camarades qui luttent partout ailleurs est essentiel pour créer la solidarité.

**Éric Coquerel :** L'enjeu, c'est justement que nous soyons capables d'être en phase avec ce que l'on ressent dans le pays et plus particulièrement chez ceux qui ont battu Sarkozy. Franchement il n'y a plus d'illusion dans François Hollande et la possibilité qu'il change de politique par le seul effet de sa lucidité face au champ de ruines qu'il est en train de provoquer. Nous ne sommes plus dans le moment où nous pouvons espérer pousser le gouvernement dans le bon sens, comme s'il hésitait entre le Medef et une politique de gauche. Ce n'est pas le cas car Hollande n'applique pas une politique libérale contraint et forcé : c'est SA politique. Il faut donc établir un rapport de forces dans la rue et dans les urnes. C'est pour cela que nous disons qu'il faut rassembler l'opposition de gauche à la politique de François Hollande. Parce que c'est le passage obligé pour espérer refonder une nouvelle majorité. Nous avons commencé dans ces municipales avec quelques résultats riches d'espoir comme à Grenoble. Le 12 avril doit aussi permettre de converger sur le refus du vote de confiance qui n'est que la manière déguisée de faire adopter le Pacte de responsabilité. Hollande en fait un moment charnière de sa politique. Il faut donc la défaire sur ce point.

**Une idée traverse l'appel et les discussions : s'inscrire dans la durée. Quelles pistes concrètes ?**

**Nicolas Galepides :** Pour la gauche syndicale, outre le 1<sup>er</sup> Mai il y a des mobilisations autour de la semaine d'action européenne qui doivent connaître un temps fort le 17 mai avant les élections. Si une vraie dynamique du mouvement social se crée, face aux responsables des politiques d'austérité, on doit pouvoir engager un cycle de mobilisations, occuper le terrain, soutenir les luttes.

**Éric Coquerel :** Il faut faciliter l'unité de tous ceux qui s'opposent ou au moins contestent, même de l'intérieur de la majorité gouvernementale, cette politique. Et en même temps il faut le faire dans des cadres qui permettent l'implication populaire. Le 12 avril, parce qu'il va rassembler la plus grande diversité de forces syndicales, associatives, politiques depuis longtemps, est une première bonne idée, il peut allumer la mèche. À condition évidemment qu'il n'apparaisse pas dévié vers un autre objectif. Ensuite il faudrait conserver un cadre collectif du même type, l'élargir même à partir du succès espéré du 12 avril, pour prendre d'autres initiatives de mobilisation. Difficile également de séparer complètement la rue et les urnes. Même si cela ne concerne pas toutes les forces réunies pour le 12, il faut en tenir compte. Je dirai que c'est complémentaire. Je ne suis malheureusement pas certain que nous parvenions aux européennes à unir tous les anti-austérité dans les mêmes listes, je suis cependant pour essayer jusqu'au bout, mais il y aura par la suite d'autres rendez-vous comme les régionales. Pour notre part, nous voulons rester les facilitateurs de l'unité. J'espère que le Front de gauche tout entier jouera ce rôle, et que, comme pour ce 12 avril, le travail en commun avec le NPA va s'amplifier.

## Vu ailleurs



**MONDIALISATION DE LA MALBOUFFE.** Au-delà de la « McDonaldisation » de nos sociétés et de la consommation globalisée de Coca-Cola, la consommation mondiale d'aliments dépend progressivement d'une poignée de variétés de cultures.

Le riz, le soja, le blé et le maïs s'imposent au détriment d'autres productions comme le millet, le manioc, le seigle, le sorgho, la patate douce ou l'igname. [...] Des aliments comme le soja, dont la consommation était insignifiante jusqu'à il y a quelques années encore, sont devenus indispensables pour les trois quarts de l'humanité. D'autres, déjà importants dans le passé comme le blé ou le riz, se sont généralisés à grande échelle et sont respectivement consommés aujourd'hui par 97% et 91% de la population mondiale. C'est une alimentation occidentalisée, « accro » à la consommation de viande, de produits laitiers et de boissons sucrées qui s'impose ainsi. Des marchés alimentaires où les intérêts des grandes entreprises sont évidents. [...] Nous sommes dépendants d'une poignée de cultures qui sont aux mains d'une poignée d'entreprises produisant à grande échelle à l'autre bout de la planète, imposant des conditions de travail précaires pratiquant une déforestation intensive, la contamination des sols et des eaux et l'utilisation systématique d'agents agrototoxiques. Pouvons-nous alors choisir librement ce que nous mangeons dans de telles conditions ? Il ne s'agit pas d'être contre un changement des habitudes alimentaires en soi, le problème survient quand de tels changements sont imposés par des intérêts économiques particuliers, en marge des besoins réels des gens. Le « régime alimentaire mondialisé » est le résultat d'une « production-distribution-consommation » mondialisée où ni les paysans ni les consommateurs n'ont leur mot à dire.

« Un régime alimentaire mondialisé », Esther Vivas, publié sur [Publico.es](http://Publico.es) le 15 mars 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 28 €
Hebdo + Mensuel	
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

